

CASSE-RÔLES

N° 25 ★ AOÛT-OCTOBRE 2023

DOSSIER

**BILAN DES LUTTES
FÉMINISTES
2017-2022**



Journal féministe et libertaire à prix libre

É d i t o

La honte ! Des centaines de migrant-es noyé-es dans l'indifférence de la majorité des politiques, tandis que le tam-tam médiatique retentit heure par heure pour nous entretenir de l'épopée tragique de 5 touristes très riches partis explorer l'épave du *Titanic* ! Celles et ceux qui se sont indignés se sont heurtés aux discours de haine de la droite et de l'extrême droite, hostiles à l'accueil des migrants (réfugié-es politiques, économiques ou climatiques), qui agitent l'épouvantail du « grand remplacement ». N'oublions pas que se prépare, pour la rentrée, une loi de plus – on en compte 30 depuis les années 1970 ! – visant à contrôler l'immigration et à favoriser l'intégration de certains étrangers : il s'agirait de régulariser des sans-papiers qui travaillent dans le BTP et les restaurants, entre autres, où la main-d'œuvre manque... (elles et ils forment déjà une main-d'œuvre corvéable à merci), loi qui permettra de choisir les « bons » étrangers à accueillir et garder, et de refouler les autres.

Mais parlons des plus invisibles : les femmes migrantes. Elles, qui payent un lourd tribut lors de ces drames. La principale cause du décès de ces femmes est la noyade ; souvent placées dans les cales des bateaux, elles ne peuvent s'échapper lors d'un naufrage ; de plus, souvent, elles ne savent pas nager...

Dans ce numéro, nous revenons sur les avancées et les reculs des droits des femmes depuis la création du journal et confrontons la réalité des vécus aux annonces, et les dispositions légales aux résultats, dans le domaine de la santé, des droits à l'IVG, des violences et des féminicides, des inégalités professionnelles, de la politique et des arts. Nous poursuivrons ce « bilan » dans le prochain numéro, ainsi bien sûr que celui des migrations.

Au moment où nous nous penchons sur cet édit, le meurtre de Nahel par un policier a provoqué une quatrième nuit de révolte... Colère légitime, car quelle autre réponse possible, face au racisme institutionnel ?

CASSE-RÔLES

Association

Les Amies et Amis de Casse-rôles

Siège social : 54, avenue de la Révolution,
87000 Limoges

Ont participé à ce numéro :

André, Annie, Christine, Colette, Elisabeth, Geneviève, Grégory, Laurence, Margaux, Marianne, Marie-Hélène, Nicolas, OLT, Pierre B., Pierre S., Sagna, Simon, Solange, Véronique

Couverture : L'emblème de Casse-rôles (toujours d'actualité)

Maquette, mise en page, correction :

Jean-Marc B., Solange

Abonnements et contacts :

p. 32
Imprimerie : Espace Copie Plan,
Guéret (23)

ISSN 2646-6961

ISSN (en ligne) ISSN 2804-3995

Les articles n'engagent que leurs auteurs et autrices

CONTRIBUTIONS...

Ami·es lecteurs et lectrices, vous souhaitez nous adresser un article pour le prochain numéro de *Casse-rôles* (n° 26, sortie 1^{er} novembre 2023) : vos propositions devront nous parvenir pour le 20 septembre !

Migrations



Ce documentaire graphique nous plonge dans le fonctionnement du *Geo Barents*, navire de sauvetage affrété par Médecins sans frontières (MSF), lors de deux rotations entre la Lybie et l'Italie.

Elles sont « karabouchées » (kidnappées) et retenues dans l'enfer libyen avant de tenter la périlleuse traversée. Beaucoup témoignent de la longueur d'un voyage qui commence parfois à 12 ou 13 ans, passe par des mois ou des années d'esclavage avant de tenter et retenter la périlleuse traversée qui, tantôt les ramènera à leur point de départ, en Libye, tantôt finira au fond de la mer, ou, par chance, les conduira jusqu'à ce fameux « post of safety » que cherchent tous les navires de sauvetage pour débarquer – et leurs épreuves, on le sait, seront loin d'être terminées.

L'équipage – 18 nationalités venues de tous les continents – est parfaitement mixte.

Une rotation sera dramatique, l'opération de secours trop tardive, n'empêchant pas une trentaine de noyades, canots déchirés, personnes dispersées dans la mer ; l'autre, plus efficace avec six sauvetages réussis, sans pertes humaines. Mais, comme le dit Fulvia Conte, coordinatrice des sauvetages à MSF :

Ce n'est pas l'eau qui tue, ce sont les frontières. La mer n'est qu'un tapis commode pour couvrir les crimes de ceux qui pourraient empêcher ces morts.

Rescapé-e-s, carnet de sauvetages en Méditerranée,
documentaire graphique de Lucas Vallerie,
auteur-illustrateur, et Michael Bunel, photojournaliste,
La Boîte à Bulles, 2023.

ON Y DÉCOUVRE LA COMPLEXITÉ et la lourdeur opérationnelle d'un tel dispositif, qui réclame des équipages et des professionnels surentraînés, mais aussi les conditions matérielles d'intervention.

Ce recueil présente l'avantage d'aborder l'intensité affective des opérations de secours en mer et leur complexité technique.

Les dessins de Vallerie, très multiformes, et les photos de Bunel se répondent, leurs textes s'entrecroisent. Au final, on apprend les particularités d'un navire humanitaire et une galerie de portraits bouleversante, tant du côté des « survivants » que de celui des équipes internationales, des témoignages recueillis d'un pont à l'autre, celui des femmes et des enfants, des familles, celui des hommes.

Les victimes de l'énorme trafic humain suscité par le cynisme des pays riches et la férocité des trafiquants viennent principalement d'Afrique et du Moyen-Orient, mais aussi d'Asie.

JUSTICE – « Qu'ils retournent en Afrique. » Voici la phrase antimigrants inscrite sur la banderole déployée samedi 25 juin en haut d'un immeuble de Marseille, en face du Vieux Port, lors du concert de soutien à l'association de recherche et sauvetage en mer SOS Méditerranée.

Le concert caritatif avait débuté à 16 h 45 sur l'esplanade du J4 de la cité phocéenne. Alors que la fête battait son plein, la banderole d'une vingtaine de mètres de long a été déployée aux alentours de 19 h 15, raconte l'antenne locale de France Bleu.

Comme le racontent la radio et France 3 Paca, le groupe Défends Marseille, proche d'Éric Zemmour et du sénateur anciennement RN, Stéphane Ravier, est à l'origine de l'action. Ce dernier a d'ailleurs fièrement relayé l'action de ses ouailles sur son compte Twitter...

(Huffington Post, 25 juin)

**«C'est pas
l'homme qui prend
la mer. C'est la
mer qui prend
l'homme»...
et la femme**

Sans commentaires...

DEUX «ACCIDENTS» maritimes sont récemment arrivés concernant, l'un un bateau transportant environ 700 migrant-es, l'autre un sous-marin, *Le Titan*, avec 5 passagers partis pour une expédition ayant coûté plus de 200 000 euros par personne et dont l'objectif était l'exploration de l'épave du *Titanic*.

Des corps engloutis par les flots : d'un côté 82 migrant-es noyé-es, 500 disparu-es, contre 5 pour *Le Titan* en dépit de gros moyens mis en place pour retrouver le sous-marin : un navire équipé d'un robot, des avions américains et canadiens ; d'un côté, des recherches acharnées, de l'autre, aucun moyen et une incapacité à sauver les centaines de migrant-es naufragé-es.

Devinez quel est l'accident qui a eu la plus grande couverture médiatique ?

La mort de centaines de migrant-es anonymes fuyant la guerre, la sécheresse et la famine, ou la disparition de 5 personnes ayant dépensé beaucoup d'argent et pris des risques pour vivre une aventure ?

Sur le site d'ONU Migration (OIM), on lit que la barre des 3 000 décès en Méditerranée est dépassée pour la 4^e année consécutive, mais quelles alternatives pouvons-nous proposer à ces fuites désespérées et dangereuses ?

Dans les naufrages de réfugié-es, les femmes (et les enfants) paient plus cher, parce que «rangé-es» dans la cale (pour les gros bateaux) ou assis-es au fond, dans l'eau et l'essence (pour les petits bateaux). On ne voit que des survivants mâles aux infos... De plus, souvent, les femmes ne savent pas nager...

I S R A Ë L :

Refus de porter les armes

Le refus de porter les armes, même s'il est le fait d'une minorité, n'est pas nouveau en Israël. Les «refuzniks» ne sont pas nés avec le XXI^e siècle. Les opposants à la guerre et au service militaire ont existé, certes très minoritairement, avant même la création de l'État, sans porter ce nom. Le mouvement actuel connu sous le nom de «refuznik» est né en 1979, lorsqu'un groupe de 27 lycéens a écrit au ministre de la Défense en disant qu'ils refusaient de le servir dans les Territoires occupés.

ACTUELLEMENT, ils sont quelques centaines, surtout des très jeunes (de 17 à 20 ans), filles et garçons, qui sont régulièrement emprisonnés pour refus de servir. Les vrais objecteurs de conscience sont une minorité (statut qui n'est pas reconnu par la loi israélienne, ce qui implique qu'un objecteur déclaré ne peut effectuer un service civil à la place de son temps d'armée). D'autres revendiquent leur refus de servir, en dénonçant le système d'apartheid et l'occupation des Territoires palestiniens. Parmi eux, enfin, une partie ne refuse pas l'armée en tant que telle (défense du pays s'il est en danger), mais refuse de servir dans les Territoires palestiniens occupés ; ceux-là, souvent, sont cantonnés dans des tâches diverses à l'intérieur de la «ligne verte», la ligne d'armistice qui «sert de frontière» pour la communauté internationale, mais frontière non reconnue par l'État d'Israël. Ainsi, d'ex-soldat-es plus âgé-es, qui ont accompli leur temps d'armée (trois ans pour les hommes, deux ans pour les femmes), refusent ensuite d'effectuer leurs périodes de réserve en Cisjordanie. De nombreux opposant-es à l'occupation se retrouvent dans le mouvement Breaking the silence (Briser le silence), dans le viseur du gouvernement actuel. D'autres militaires regroupé-es refusent, elles et eux, de participer à la démolition de maisons palestiniennes.

Quelques exemples

En 1946, Avraham Shimoni écrit à l'Internationale des résistants de guerre. Il parle des temps difficiles et « les lourds fardeaux » qu'il a endurés, « parce que je n'ai pas rejoint la Haganah et qu'à ce jour, je persiste dans mon refus ».

En 1949, Joseph W. Abileah refuse aussi de rejoindre la « Haganah » (groupe armé sioniste qui ensuite se fonda dans l'armée de l'État d'Israël). Il est aussi le premier objecteur de conscience à être jugé par un tribunal militaire pour avoir refusé l'avis de recrutement qu'il avait reçu en 1948, à l'âge de 33 ans.

En 1962, Avner Falk, un jeune objecteur de conscience israélien, décrit la situation dans laquelle il se trouve :

Quelles qu'en soient les raisons, le pacifiste israélien doit faire face à une attitude froide, narquoise et méprisante, non seulement de la part de personnes indifférentes, mais aussi de la part de ses propres amis.

En septembre 2022, Shahar Schwartz, Evyatar Moshe Rubin, Einat Gerlitz, Nave Shabtay Levin refusent la conscription. Ils disent :

Nous nous opposons à l'éducation militariste, nous nous opposons au système éducatif qui nous apprend à haïr nos voisins, et nous nous opposons aux normes sociales qui interdisent au système éducatif de partager avec les enfants et les jeunes la véritable réalité des territoires palestiniens.

Le 23 avril 2023, Amnesty international publie cette information : Yuval Dag, 20 ans, purge une peine de vingt jours de détention à la prison militaire de Neve Tzedek à Tel Aviv pour avoir refusé de s'enrôler dans l'armée israélienne. Il a d'abord été arrêté et détenu pendant dix jours après avoir refusé une convocation à la conscription à la base militaire de Metzudat, le 20 mars. L'armée a considéré son refus comme une désobéissance aux ordres. Quelques jours après sa libération, le 2 avril, il a été convoqué et a refusé de s'enrôler à nouveau, recevant un autre ordre de détention, cette fois pour vingt jours.

Chaque année, des citoyen·nes israélien·nes s'opposent au service militaire. Elles et ils commencent leur vie d'adulte en allant à l'encontre du reste de leur société. Même si ces prises de décision peuvent mener à la prison et à l'exclusion, ces jeunes tiennent bon.

Pierre Sommermeyer et Colette Berthès



Genre et politique dans les espaces kurdes

Sous la direction d'Hardy Mède, le dernier numéro de la revue *Études kurdes* consacre un dossier au thème « Genre et politique dans les espaces kurdes ». Quatre monographies sont proposées, correspondant chacune à un territoire du Kurdistan écartelé entre l'Iran, la Turquie, la Syrie et l'Irak. L'assassinat, par la police des mœurs, de Mahsa Jina Amini, une jeune kurde d'Iran, pour un voile mal porté, et les manifestations qui s'en sont suivies, rappellent que la libération des femmes au Moyen-Orient est loin d'être accomplie. Elle ne l'est pas non plus ailleurs, mais elle prend là-bas un aspect particulier, avec une religion et une société patriarcale oppressantes.



LE PREMIER ARTICLE de Fatemeh Karimi, chercheuse à l'École des hautes études en sciences sociales, parle de l'enjeu du pouvoir et de l'invisibilité des femmes au sein du Komala, entre 1979 et 1991.

Durant ces premières années de la révolution islamiste d'Iran, le Komala, un parti marxiste-léniniste, combat tant la république islamique que son concurrent dans la résistance, le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran, socialiste et musulman. L'objet de l'article n'est pas de faire l'histoire du Komala, mais de montrer comment et pourquoi des femmes ont choisi la lutte armée. Une lutte qui n'a pas entraîné leur reconnaissance à part entière comme combattantes ni comme responsables politiques dans un parti qu'on pouvait penser ouvert à la mixité. Et Fatemeh de conclure, de manière plus générale, qu'une organisation non-mixte pourrait être plus efficace pour conquérir des droits et les protéger.

Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a-t-il tiré les enseignements de l'expérience malheureuse du Komala pour sa propre organisation, quand nombre de femmes ont rejoint les rangs de la guérilla, dans les années 1990 ? Somayeh Rostampour, de l'université Paris 8, recherche dans sa contribution quels sont les conditions et les ressorts sociaux ou moraux de l'engagement des femmes kurdes de Turquie. Et comment, dans une société empreinte de domination masculine, le PKK a suscité et théorisé l'engagement des femmes dans la lutte armée, mais aussi dans sa doctrine du confédéralisme démocratique pour arriver à ce principe énoncé par le leader Abdullah Öcalan : « La révolution de la femme est une révolution au sein de la révolution. » Somayeh suggère que ce sont les femmes qui ont influencé Öcalan dans l'élaboration de sa doctrine et non celui-ci qui les a mis sur le chemin de leur libération.

Les femmes kurdes de Syrie se sont appuyées sur ce fondement théorique pour imposer le principe d'égalité avec les hommes. Pierre Bance, l'auteur de la présente recension, analyse, pour sa part, les droits et libertés des femmes dans le « Contrat social de la Syrie du Nord et de l'Est », datant de 2016. En politique, la mixité pour la coprésidence des institutions locales et fédérales, comme la parité dans les assemblées élues, sont des règles que l'on retrouve dans les partis politiques et les organisations civiles. Le Kongra Star (l'Union des femmes), plateforme qui regroupe la plupart des organisations féminines kurdes, et son parallèle, la Zenobia, pour les régions arabes, veillent à préserver les acquis des femmes et les étendre.

C'est plus encore dans le domaine civil que la révolution des femmes est la plus ravageuse pour le patriarcat et les traditionalistes. Dès novembre 2014, sont reconnus aux femmes de la Fédération, qu'elles soient kurdes, arabes ou autres :

- le divorce à la demande de chaque partie;
- le bannissement de la polygamie;
- l'interdiction des mariages avant 18 ans, des mariages forcés et des mariages « croisés »¹;
- l'organisation du mariage civil et l'annulation de la dot;
- l'égalité devant l'héritage;
- l'égalité des salaires et les congés de maternité.

Ce serait s'illusionner de croire que ces droits sont appliqués sans résistance. Ainsi, exemple cruel, en est-il de l'interdiction de la polygamie, comme l'explique Khaled Issa, représentant en France de la Fédération démocratique de la Syrie du Nord et de l'Est :

Nous exploitons la réalité qui nous est donnée pour la transformer ensuite. Il en va de même pour les droits des femmes : allez demander à certains de nos paysans polygames de se séparer, d'emblée, de leurs épouses pour n'en garder qu'une, ils vont vous expulser du village ! C'est un travail... Il faut de la persuasion.

De la persuasion, il en faudra aussi aux femmes pour faire respecter les quotas de genre dans la région du Kurdistan d'Irak, comme l'exposent, en anglais, Mamilan Hussein et Ana Cristina Marques, de l'université du Kurdistan d'Erbil. En 2009, la région autonome kurde a garanti un quota de 30% de sièges au parlement pour les femmes. Les autrices discutent des avantages et des limites d'une politique des quotas dans une société où les normes culturelles patriarcales sont fortes. Elles en concluent que les résultats escomptés pour transformer les relations de pouvoir entre les sexes ne sont pas au rendez-vous. L'avancée était pourtant modeste, ce qui augure mal de l'avenir des femmes kurdes d'Irak.

Donc, un numéro des *Études kurdes* qui ramène aux réalités de la place des femmes dans les sociétés kurdes et contrebalance les images de résistantes en armes du PKK ou de miliciennes du Rojava. De ces images, dont beaucoup se satisfont, sans trop se demander si elles ne seraient pas porteuses de propagande à destination des Occidentaux, de voyeurisme, de machisme ou de militarisme.

Pierre Bance

Auteur de *La Fascinante Démocratie du Rojava*
Éd. Noir et Rouge, 2021



*Un autre futur pour le Kurdistan ?
Municipalisme libertaire
et confédéralisme démocratique.*

Après avoir abandonné le marxisme-léninisme et renoncé à construire un État kurde, le PKK aura-t-il la volonté de s'effacer devant la fédération des communes libres, ou se transformera-t-il en un État-nation ?

Pierre Bance, Noir & Rouge, 2017.

Études kurdes, n° 15, décembre 2022 (parution avril 2023),
Institut kurde de Paris, 106, rue La Fayette, 75010 Paris.
(10 euros + 4 euros de frais de port).

Ces articles, avec d'autres, notamment celui de Davide Grasso sur les communes populaires au Rojava (en anglais), sont consultables gratuitement sur Internet : <<https://www.etudeskurdes.org/>>.

1. Dans un mariage croisé, « un homme obtient la main d'une jeune fille et consent à donner en mariage sa sœur au frère de cette jeune fille. » C'est une bonne idée, non ?

En Autriche, de belles carrières pour les chômeuses ?

**À l'aide ! Personne ne m'écoute.
Je suis au chômage, c'est-à-dire que je cherche du travail, à Vienne.**

JE DÉPENDS DE L'OFFICE DU TRAVAIL (Arbeitsamt), mais il ne m'aide guère. J'ai étudié à Salzbourg, j'ai été travailleuse sociale pendant de longues années. Aujourd'hui, sur le marché du travail, personne ne sait que faire de moi. Je me sens harcelée et humiliée par une institution, financée par les deniers publics, qui devrait soutenir les personnes en recherche d'emploi. Je suis livrée à un système qui s'en prend aussi à mon corps, ça me donne des crampes d'estomac, bien que j'aie passé depuis belle lurette l'âge de la ménopause.

Si je n'accepte pas ses propositions, on me menace de ne plus me verser les maigres indemnités que je touche : on force ainsi les gens à se plier. Mais je ne veux pas plier, je refuse de me prêter à leurs absurdités. On m'a par exemple envoyée à une communauté religieuse qui cherchait une assistante pour ses projets de développement en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Il fallait passer un entretien, j'aurais dû payer moi-même le billet d'avion, on voulait se faire une idée de ma personne sur place. Je n'ai pas su s'il fallait en rire ou en pleurer. Après de longues discussions, l'Office du travail a fini par reconnaître que je ne fais pas d'aide au développement et que je n'ai pas de quoi me payer un billet d'avion. Mais il s'est bientôt vengé, en me transférant au Secours populaire (Volkshilfe), qui cherchait des personnes pour le nettoyage de bâtiments. Le Secours populaire est une œuvre d'entraide non confessionnelle qui soutient des projets en Autriche et à l'étranger.

Je me suis retrouvée dans un bureau miteux au fond d'une cour, avec une dizaine d'hommes qui attendaient leur tour. Ils étaient tous originaires d'ex-Yougoslavie, avaient plus de 50 ans, ne pouvaient plus faire un travail dur, la vie ne les avait pas épargnés. Je n'en revenais pas de voir le Secours populaire jouer ce jeu douteux sans ciller. On a donné aux hommes l'adresse d'une entreprise de nettoyage où se présenter, et c'est tout. Appelée à mon tour, j'étais assez fâchée pour me défendre. J'ai dit à la personne en face de moi que je n'avais pas étudié pour faire des ménages à plus de 50 ans, et que je n'aurais pas donné pareil travail aux hommes qui m'avaient précédée.

Mauvaise tête, j'ai alors été assignée à un cours de trois mois dans une boîte mandatée, Trendwerk. Elle est censée redonner des perspectives de travail à long terme. Toutes les autres participantes avaient plus de 50 ans, elles avaient fait des ménages avant d'être licenciées pour raisons d'âge ou de santé. Les coaches étaient jeunes et dynamiques, ils nous ont raconté qu'avec leur aide, nous pourrions faire carrière, avoir du succès. Quand je leur ai demandé si c'était déjà arrivé, je n'ai eu pour réponse qu'un sourire gêné.

L'Office du travail sous-traite et verse leur traitement à des « formateurs » qui n'ont aucune idée des réalités dans lesquelles vivent les immigré·es d'un âge avancé et leur font miroiter des chances de carrière. De fait, cela ne sert qu'à épurer les statistiques : les participant·es à ces cours ne sont plus considéré·es comme étant au chômage, et le ministre du Travail peut se vanter de ses succès. Qui comme moi touche l'aide d'urgence n'a pas le droit de refuser un emploi, même inadéquat. Bien heureusement, aucun employeur n'a voulu m'embaucher ; je n'ai jamais manqué de souligner que j'ai été déléguée du personnel et que je m'y connais un peu en droit du travail.

Ici, je voudrais mettre en garde contre un danger. J'ai entendu trop souvent, dans les salles d'attente, des voix attribuer aux immigré·es et aux réfugié·es la responsabilité du chômage, des humiliations subies. Pain béni pour la droite ! Le gouvernement Nehammer propose de diminuer « l'argent de poche » octroyé aux requérant·es d'asile pour le redistribuer aux citoyen·nes... Tâchons de voir clair dans ce jeu, de refuser de servir d'enjeu aux riches et aux puissants, et à leurs larbins qui maintiennent le système en place.

Rosalia Krenn

Graswuzelrevolution, 479, mai 2023

Traduit, adapté et transmis par **Marianne Enckell**



Les talibans à la Cour pénale internationale pour crime contre l'humanité envers les femmes ?

En Afghanistan, la situation paraît totalement désespérée. Les instances internationales n'ont rien trouvé de mieux à faire que couper les vivres au pays lors la prise de pouvoir par les talibans, sachant très bien que, mécaniquement, cette initiative d'étrangler un pays totalement sous perfusion depuis des décennies allait retomber en priorité sur les femmes – ce qui n'a pas manqué de se produire.

AUJOURD'HUI, exclues des études comme du travail, privées de la liberté de circulation et de la moindre autonomie, les femmes n'ont plus d'autre solution pour survivre ou nourrir leurs enfants que les vendre, se vendre ou mendier, ce qui se produit à une échelle effrayante.

Cette politique revient à priver totalement un homme violent de revenus, tout en lui laissant tout pouvoir sur sa femme et ses enfants, sachant que le reliquat de ressources encore disponible n'ira certes pas à sa petite famille, abandonnée sous les ponts ou mise aux enchères.

La communauté internationale, sans changer pour autant de braquet, tente d'aborder les choses sous un angle qui reste épineux : celui de la persécution genrée. En effet, cette qualification existe depuis 2002 dans le Statut de Rome, qui définit les crimes contre l'humanité, mais il n'a guère été utilisé depuis. Qui a envie de voir des hordes de femmes venues des dictatures religieuses revendiquer dans les pays qui reconnaissent leurs droits un asile fondé sur les persécutions de genre ?

De doctes théoriciens se tâtent pour savoir si telle qualification s'applique aux femmes afghanes : il faut que la privation de droits s'accompagne d'actes inhumains.

En mai, Amnesty International publiait, avec la Commission internationale des juristes, un rapport enjoignant la Cour pénale internationale (CPI) de qualifier de crime contre l'humanité les atrocités systémiques et généralisées commises à l'encontre des femmes afghanes. La CPI a le dossier en main, il est urgent de prendre le temps d'y réfléchir. Par ailleurs, l'ONU, en la personne de la Jordanienne Nada Al-Nashif, haute commissaire aux Droits humains, n'a pas hésité à qualifier le régime taliban « d'apartheid de genre », tandis que Richard Bennett, rapporteur spécial des droits humains pour l'Afghanistan, parle de « société régie par la peur » et de « modèle de ségrégation absolue des sexes ».

Laurence Biberfeld

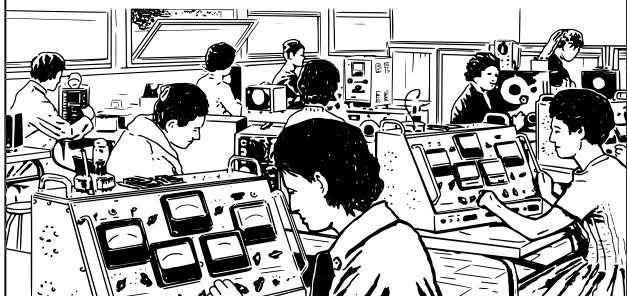




Nelly Trumel

Texte : MLT & Dessins : OLT - (CC BY-NC-SA)

Née à Paris en 1938, elle intègre l'École polytechnique féminine en 1956 qu'elle arrêtera deux ans plus tard pour se consacrer à l'éducation de ses deux enfants. Elle militera à la Fédération des conseils de parents d'élèves entre 1970 et 1984 avant de rejoindre le mouvement féministe.



Dans sa jeunesse elle pratiquait la peinture. Elle reprend cet art, se forme en autodidacte comme copiste au musée du Louvre.



Elle rejoindra la Fédération anarchiste en 1986 pour créer l'émission « Femmes libres » sur Radio-Libertaire.



Le titre est un hommage à l'organisation féministe anarchiste **Mujeres Libres** constituée en 1936 pendant la révolution espagnole.



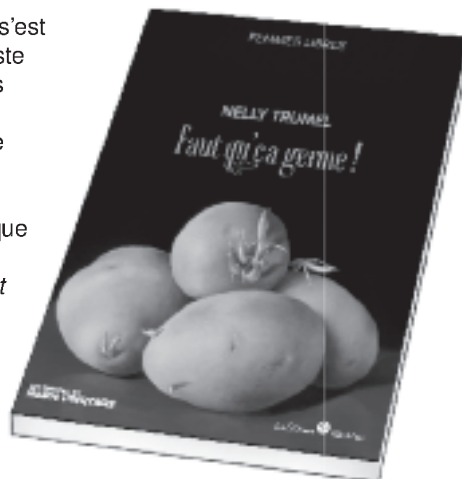
Le secrétariat à la programmation de Radio-Libertaire sera assuré par Nelly de 1989 à 1991.



Nelly a animé l'émission « Femmes libres » de 1986 à 2012. Elle a reçu la plupart des militantes du féminisme contemporain, et de nombreuses intellectuelles ayant contribué à l'histoire des femmes et du féminisme. Ses problèmes de santé l'empêcheront d'être présente dans le studio fin 2012. Elle continuera à sélectionner les informations militantes, cette part importante de l'émission.

Nelly est décédée le 3 décembre 2018 à son domicile. Ses archives personnelles ont été déposées au Centre d'archives du féminisme de l'Université d'Angers.

Dans les années 1990, Nelly s'est consacrée à sa carrière d'artiste peintre et participera à de très nombreuses expositions. À l'occasion des trente ans de l'émission « Femmes libres », un ouvrage collectif montrant les liens entre création artistique et engagement anarcha-féministe : *Nelly Trumel - Faut qu'il y ait du germe !* a été publié par Les Éditions du Monde libertaire et Les Éditions libertaires (124 pages, 20 euros).
www.partage-noir.fr/1270



Des émissions féministes sur Radio libertaire

Comme tous les groupes et organisations humaines, celles qui se revendiquent des idées anarchistes n'échappent pas à l'emprise du patriarcat sur les militant-es.

Dès l'émergence de ce courant de pensée, les débats ont été animés au sujet de l'égalité entre les femmes et les hommes.

DE NOMBREUSES FEMMES et quelques hommes ont lutté pour que cet axe de lutte ne passe ni aux oubliettes de la révolution rêvée ni aux habitudes et usages du quotidien et des stéréotypes ! Elles et ils ont utilisé les moyens à leur disposition pour faire entendre leurs voix et leurs arguments : journaux, tracts, groupes de parole, commissions Femmes, etc.

Fin des années 1970, grâce à l'arrivée de matériels moins coûteux et moins lourds d'une part, et aux luttes pour l'accès à la bande FM d'autre part, ont émergé des radios libres, comme radio Tomate ou Ici et Maintenant, et, le 1^{er} septembre 1981, a lieu la première émission de Radio libertaire !

Dans cette effervescence, les féministes se sont découvertes radioteuses... Sur les ondes de Radio libertaire, on trouve donc une émission historique et emblématique « Femmes libres », une petite nouvelle « Remue-ménages féministe » et des occasionnelles, comme « Chroniques rebelles » ou « Pas de quartiers »... et d'autres encore.

Depuis 1986, « Femmes libres », tous les mercredis de 18 h 30 à 20 h 30, est l'une des plus anciennes émissions de radio féministe sur la bande FM.

La mémoire du mouvement Mujeres Libres

À l'occasion du cinquantenaire de la révolution espagnole et des actions de commémoration, les responsables de Radio libertaire suggèrent à Nelly Trumel, fidèle auditrice et sympathisante de la Fédération anarchiste, d'animer une émission à la mémoire des Mujeres libres. Elle se lance dans l'aventure en lisant à l'antenne le livre de Mary Nash, *Mujeres libres : Espagne 1936-1939*, paru en 1977 aux Éditions La Pensée sauvage, et en intercalant des disques qu'elle aimait.

En parallèle, elle adhère à la Fédération anarchiste et rejoint la Commission Femmes.

La découverte du féminisme des années 1980

Après quelques semaines d'émissions, une personne l'appelle au studio et lui demande : « Pourquoi tu ne parles jamais du féminisme d'aujourd'hui ? » Ce à quoi Nelly répond : « Parce que je ne le connais pas. » Elle est aussitôt invitée à une réunion à la Maison des femmes de Paris et s'abonne à *Paris féministe*. C'est ainsi qu'elle s'engage dans le mouvement féministe et qu'elle développe les contenus de l'émission avec des informations d'actualité et des invitées multiples ! Elle participe à de nombreuses réunions et manifestations féministes et fait connaître l'émission aux militantes, qui sont toujours partantes pour venir évoquer leurs luttes, réflexions, actions, etc.

Elle invente le slogan « Femmes libres – Femmes qui se libèrent – Femmes qui luttent – Femmes qui témoignent – c'est Femmes libres sur Radio libertaire ».

La construction de l'émission repose sur trois parties, trois axes qui s'interpellent, se répondent, s'enrichissent. Au cours des deux heures d'antenne hebdomadaire, une invitée, quelquefois plusieurs, parfois des hommes, viennent parler de leurs luttes, travaux et recherches et partager des connaissances. Des militantes de terrain informent et échangent sur leurs actions, des artistes évoquent leurs créations. Nelly Trumel donne des informations importantes, des dates de rendez-vous sur la vie du mouvement féministe, les colloques, les films dont les auditeurs et les auditrices n'entendront parler nulle part ailleurs. Il suffit de regarder le listing des émissions (qui ont été déposées au Centre des archives féministes à l'université d'Angers) pour prendre la mesure de l'ampleur du projet et de la reconnaissance de la place importante prise par l'émission¹.

Des thèmes sont récurrents : le droit à l'avortement, la lutte contre les guerres, les femmes en grève, sans oublier les créatrices et autrices ! Écoutons Nelly : « Je tiens beaucoup à l'internationale, j'ai souvent invité des femmes étrangères, de passage ou résidant en France, comme Chahla Chafiq (exilée iranienne, sociologue)... je n'ai pas tous les noms en tête : des "sans papiers" avec Claudie Lesselier du Réseau pour l'autonomie des femmes immigrées et réfugiées (Rajfire), qui fait un travail remarquable, des femmes grévistes (souvent d'origine africaine, surexploitées dans des chaînes d'hôtels). Ma première invitée a été Andrée Michel au sujet du complexe militaro-industriel... »

Pas de radio sans technicienne !

Sans Ghislaine Laisne, Franck, Catherine Morin Le Sech, Nadia Guedri, Anne Van Hoegaerden, et d'autres moins régulièrement, il n'y aurait pas eu d'émission « Femmes libres », ou alors de piètre qualité. Leur attention et leur présence soutiennent l'animatrice. Elles régulent les voix et celles des invité-es pour le confort des auditeurs et auditrices. Le plus souvent, elles illustrent les propos tenus par des pauses musicales judicieusement choisies. Et c'est encore elles qui se soucient de l'enregistrement de l'émission. Soyez ici remerciées pour tout cela !

Partage d'antenne et transmission

En 1997, Nelly commence à se sentir fatiguée par cet engagement et demande à plusieurs personnes de partager le temps d'antenne de « Femmes libres », qui se relaieront pour assurer l'émission deux semaines sur quatre, Nelly continuant à assumer les deux autres émissions.

Hélas, fin 2012, un accident la prive de sa mobilité et l'oblige à arrêter l'émission.

Celle-ci sera alors reprise, à partir du 8 mars 2013, par la Commission femmes de la Fédération anarchiste. Nelly continue de se charger de la diffusion des informations, et cela jusqu'à son décès, en décembre 2018.



➔ La sauvegarde du matrimoine

Nelly a eu le souci de préserver la mémoire de son remarquable engagement féministe et radiophonique en déposant ses archives personnelles au Centre d'archives du féminisme². Un premier contrat de prêt du 22 octobre 2011 concerne 513 cassettes audio (de 1988 à 1999), le suivant concerne 255 cassettes audio et 41 cd-Rom de 2000 à 2008 et un don à l'université d'Angers, du 22 octobre 2011, comprend 92 émissions « Femmes libres ».

« Femmes libres » aujourd'hui

L'émission s'efforce de rendre visibles les conditions de misère des femmes sur l'ensemble de la planète, mais

aussi l'immense travail qu'elles accomplissent, travail que les différents pouvoirs continuent de s'appropriier en le maintenant invisible, qu'il s'agisse du travail domestique, du travail de production, de reproduction ou de lutte féministe, syndicale, politique. Nous

souhaitons que cette information suscite une prise de conscience, une prise de confiance et un désir de lutter, car n'oublions pas que, si des femmes ont forcé le barrage de l'exclusion, comme le dit Geneviève Fraisse, « quand on cesse d'exclure, on discrimine » ! Par exemple, à travail égal, le salaire est toujours inégal.

L'émission rend compte du travail sur le terrain : lutte pour le droit à l'avortement et à la contraception, lutte contre toutes les violences (violences conjugales, incestes, viols, harcèlement sexuel, système prostitutionnel, exploitation économique, etc.), lutte contre les discriminations, solidarité avec les femmes du monde entier, pacifisme, anticléricalisme, antiracisme, etc. Elle accueille des historiennes, sociologues, philosophes, scientifiques, dont les recherches permettent de mieux comprendre les mécanismes d'oppression et de domination.

Elle aborde la création : littérature, cinéma, arts plastiques, théâtre, musique... et les manifestations qui mettent en valeur les créations féminines ou féministes³.

Quelques exemples d'émissions récentes

19 avril 2023 – Florence Montreynaud : *Les femmes sont des salopes, les hommes sont des Don Juan* (Hachette, 2023). La sexualité est le propre de l'homme et le sale de la femme. Grâce à une riche documentation accumulée depuis des décennies, la démonstration de la virulence persistante du patriarcat.

10 mai 2023 – Claudine Chatelain : *Au bord de l'océan, j'ai dessiné et rêvé. Ulyssia en quête de soi* (Éd. Sydney Laurent, 2022). Essai romancé, présentant une coloration particulière à travers le dessin et la peinture. Échange entre Ulyssia et Pénélope, les théories jungiennes ouvrent la voie du savoir enfoui, et de différents questionnements et cheminements.

14 juin 2023 – Tribune libre : Backlash, au sujet des reculs concernant les droits des femmes malgré #MeToo.

« Remue-méninges féministe », tous les mardis de 12h30 à 14h30

Créée en janvier 2020, cette émission se propose de faire découvrir le foisonnement et la richesse du féminisme : objectifs, luttes, concepts, histoire, créativité... L'équipe s'inscrit dans un féminisme en mouvement et en chemin vers l'émancipation de tous et toutes ; elle porte les valeurs de l'égalité des droits, de la justice, de la liberté, de la solidarité, valeurs qui se conjuguent ensemble ; elle souhaite partager l'antenne avec celles et ceux qui luttent pour cette utopie, donner la parole à des personnes qui ne l'ont pas, ou trop rarement ; elle valorise la place de l'éducation comme facteur d'émancipation⁴.

Quelques exemples d'émissions récentes

4 avril 2023 – Nathalie Rouanet pour son livre *Rouge indien*, publié en janvier 2023 (éd. Perspective Cavalière) en compagnie d'Étienne Gomez, son éditeur. Dans ce roman biographique, nous découvrons la vie d'Amrita Sher-Gil, une peintresse de l'entre-deux-guerres, née aux confluent des cultures européenne et indienne et qui a étudié la peinture à Paris. Après ses études, elle retourne en Inde ; on peut voir ses tableaux dans un musée à Delhi.

30 mai 2023 – Anouk Colombani, guide conférencière et philosophe, et sa comparse, la chanteuse Mymytchell, travaillent à une nouvelle pièce musicale sur les Résistantes. Anouk nous présente les recherches qu'elles font autour des parcours de femmes, et en particulier des lesbiennes pendant la guerre. Elle nous parle aussi du « convoi des 31 000 », parti le 24 janvier 1943 après avoir rassemblé les prisonnières et prisonniers au fort de Romainville, un des lieux de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale qui reste à aménager. Charlotte Delbo, qui a écrit un livre sur le parcours des plus de 200 femmes du convoi, Daniele Casanova et Marie-Claude Vaillant-Couturier en faisaient partie. Sur 230 femmes, 49 en sont revenues.

13 juin 2023 – Une balade à l'Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (Insep) pour la visite de l'exposition « À jamais les premières » des sportives du début du XX^e siècle. En compagnie de Christophe Meunier, chargé d'archives et collections patrimoniales, et de Christine Lallement, sportive de haut niveau.



27 juin – Femmage à Madjiguène Cissé, figure emblématique des « Saint-Bernard » (en 1996) et première porte-parole de la Coordination nationale des sans papiers, décédée à Dakar le 15 mai 2023. Avec des militantes de la Maison des femmes de Paris.

Sans revendiquer un axe exclusivement féministe, d'autres émissions traitent de ce sujet régulièrement.

« Les Chroniques rebelles » (samedis de 13 h 30 à 15 h 30) traitent de la contestation, des luttes, des rebelles dans l'actualité et le passé. Deux heures d'émission pour tenter d'apporter une perspective dissidente, une réflexion différente, ouverte, de poser des questions sous un angle inabordable ou à contre-courant. Le générique de l'émission se compose d'un chant d'Houria Aïchi sur une orchestration de Sakamoto (*Nuages*), de la musique de la bande originale de *Thelma et Louise* et d'un enregistrement réalisé à New York en 1992 dans une manifestation contre les violences policières⁵.

Quelques exemples d'émissions récentes

Novembre 2022 – Une voix différente et critique venant de Palestine : entretien avec Nour Bader, chercheuse féministe palestinienne; *Riposte féministe*, film de Marie Perennès et Simon Depardon (9 novembre 2022); *Je verrai toujours vos visages*, film de Jeanne Herry (29 mars 2023).

Mai 2023 – *Une Petite histoire de l'anarchie*, par Marianne Enckel (Nada). Rencontre avec Marianne Enckel, en compagnie d'Héloïsa Castellanos.

Juin 2023 – *La Petite Ouvrière métisse* de Sandrine Malika Charlemagne.

« Pas de Quartiers », l'émission résolument politique du groupe Louise Michel (mardi de 18 heures à 19 h 30, quin-zomadaire), aimablement destinée à ceux qui détestent les gagners, les longues canines et la langue de bois⁶.

Quelques exemples d'émissions récentes

21 février 2023 – « Pas de Quartiers » reçoit Anne Billows pour son dernier ouvrage, *Amours en cendres*.

Andrea, Femi, Sophie : trois femmes, trois destins. Chacune a croisé la route d'un homme violent qui a bouleversé sa vie. À l'université, Andrea rencontre Thomas, un bel homme charismatique qui abuse d'elle et la manipule. À la chorale de son église, Femi fait la connaissance de Patrick, une perle, qui se révèle être un *control freak*⁷ extrême-

mement violent. Après avoir discuté avec lui sur un site de rencontres, Sophie tombe amoureuse de Julien, un homme envahissant et égocentrique. Thomas, Patrick et Julien sont des agresseurs. Quelles stratégies l'agresseur met-il en place ? Existe-t-il des profils types d'agresseur ? Pourquoi les femmes restent-elles ? Comment tordre le cou aux idées reçues sur la violence conjugale ? Manipulations, violences physiques, agressions sexuelles... En France, en 2020, une femme mourait tous les 3,5 jours des suites de violences conjugales. Ces trois portraits, constitués à partir d'histoires vraies, reflètent notre société. Bien plus qu'un témoignage, cette bande dessinée aborde en profondeur les phénomènes d'emprise et de violence conjugale. Pour informer, alerter et (ré)agir.

30 mai 2023 – « Pas de Quartiers » reçoit Suzanne Tandé pour évoquer en chansons la personnalité de Gaston Couté.

18 avril – « Pas de Quartiers » reçoit le Dr Annie Faure, ancien médecin humanitaire au Rwanda en 1994, pendant le génocide des Tutsi. Elle sera poursuivie, ainsi que notre consœur de France Inter, par l'ancien secrétaire général de l'Élysée, Hubert Védrine⁸.

La lutte contre le patriarcat et contre son meilleur allié, le capitalisme, est longue... Alors, souhaitons longue vie à toutes ces émissions, à ces espaces d'expression libre qui participent de la solidarité et de l'émancipation !

Élisabeth Claude

Proverbe « trumélien » : Mandarine déchirée promet un bel été

IL S'AGIT D'UN PROVERBE issu des collines de la Mandchourie où la mandarine est souvent associée à la chaleur estivale. Trumel, qui est une célèbre artiste peintre mandchoue, connue pour la défense des femmes dites « Mǎnzhōu », s'est illustrée dans l'art de peindre le fruit et le légume comme sacre matérialiste, réunissant ainsi une forme de spiritualité qui guide le spectateur vers l'âme féminine tout en louant le caractère brut du fruit (écorce, pulpe, quartier). Aujourd'hui, Trumel poursuit un travail de déconstruction du fruit pour y puiser, je la cite, « l'extrême goutte de jus qui porte le fruit et le légume vers les cimes du pépin ».

Nicolas Mourer

1. Extrait du livre Nelly Trumel, *Faut qu'ça germe !*, Éditions du Monde libertaire et Éditions libertaires, 2016.

2. Sur le site du Centre d'archives du féminisme, on peut consulter un inventaire (non exhaustif et succinct) des cassettes de 1988 à 2003 <https://bu.univ-angers.fr/sites/default/files/2021-11/inventaire_asso_femmes_libres1.pdf>.

Le répertoire numérique détaillé du fonds Femmes libres, réalisé par Laurence Le Gal et Benoît Querau Lamerie en 2012 : <https://bu.univ-angers.fr/sites/default/files/2021-11/inventaire_asso_femmes_libres2.pdf>.

Le répertoire numérique détaillé du fonds Nelly Trumel, réalisé par Sandrine Garcia en 2015 : <https://bu.univ-angers.fr/sites/default/files/2023-01/inventaire_trumel_2.pdf>.

Sont référencés les documents utilisés par Nelly pour l'émission : tracts, articles, comptes rendus de réunions, bulletins, revues, associations, badges, etc. 3. <<https://emission-femmeslibres.blogspot.com>>.

4. Les blogs de l'émission : <<https://remuemeningesfeministe.blogspot.com>> et <<https://www.mixcloud.com/RemueMeningesFeministe/>>.

5. Le site de l'émission : <<https://chroniques-rebelles.info>>.

6. Le site de l'émission : <<http://www.groupe-louise-michel.org/-Pas-de-Quartiers>>.

7. Maniaque du contrôle.

8. <<https://www.la-croix.com/Monde/Rwanda-poursuivie-Hubert-Vedrine-lhumanitaire-Annie-Faure-relaxee-2023-07-07-1201274613>>.

Un cahier vacances d'exercices féministes!

OBTENEZ VOTRE MASTER EN FÉMINISME.

Après des mois de grisaille à se coltiner des « Ça va bien se passer, Madame », l'été est le moment idéal pour démonter le sexisme tout en se marrant et en se cultivant à travers un parcours d'exercices cérébraux, de niveau débutant à expert, toutes disciplines confondues.

Vous apprendrez à féminiser les insultes, à remettre à l'honneur les femmes oubliées de l'histoire, à définir la longueur d'une jupe républicaine, à organiser un voyage au Féministan, à dessiner un clito, ou à jouer à « Devine avec qui on n'ira pas dîner! ». Saisissez-vous d'un crayon et venez déconstruire le sexisme avec nous!

Titou Lecoq, Charline Vanhoenacker,
En vacances, Simone!, éd. Zoé Thouron-Denoël, 2023.



Le violentomètre

Être victime n'est pas une identité.

Elias Sanbar

UNE AFFICHETTE de format demi-page trouvé sur le présentoir d'une mairie d'un petit village : un titre « Lutte contre les violences faites aux jeunes femmes » et, en une large bande colorée, avec une étroite partie verte, puis la couleur part de l'orangé clair, et plus on va vers la droite, plus c'est rouge ! Avec « profite » (c'est vert), « vigilance dis stop » (orange) et « protège-toi, demande de l'aide » (rouge). Plus des séries d'attitudes allant de « il a confiance en toi » jusqu'à « t'oblige à avoir des relations sexuelles » en passant par « t'ignore des jours quand il est en colère » ou « contrôle tes sorties, habits, maquillage ». Vingt-quatre attitudes sont ainsi pointées par cette affichette qui veut mettre en garde, conseiller, aider ? Ou quoi encore ?

En classe, on fait un débat ; chez un médecin, on évalue avec la femme ce qu'elle pense finalement de son rapport de couple ; en réunion féministe, on tente de préciser les questions... Le violentomètre, c'est juste un outil de mesure pour aider les femmes et les hommes à « se rendre compte » de la situation de violence. Parfois, les gens se sont habitués. Cela a toujours été comme cela dans leur famille, dans leur école, dans leur environnement. C'est un outil pour permettre de sortir la tête du sable et de regarder la situation en face.

Ce violentomètre, c'est comme n'importe quel instrument de mesure : on mesure quelque chose dans le cadre d'un projet. Ce n'est pas toujours le même projet. Mais l'unité de mesure reste la même.

Est-ce que les rapports avec mon patron sont normaux ? Est-ce que les rapports avec mon compagnon sont corrects ? Est-ce que les rapports avec mes parents sont affectueux ?

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24
Il a confiance en toi	Il te considère comme une personne à part	Il te considère comme une personne à part	Il te considère comme une personne à part	Il te considère comme une personne à part	Il te considère comme une personne à part	Il te considère comme une personne à part	Il te considère comme une personne à part	Il te considère comme une personne à part	Il te considère comme une personne à part	Il te considère comme une personne à part	Il te considère comme une personne à part	Il te considère comme une personne à part	Il te considère comme une personne à part	Il te considère comme une personne à part	Il te considère comme une personne à part	Il te considère comme une personne à part	Il te considère comme une personne à part	Il te considère comme une personne à part	Il te considère comme une personne à part	Il te considère comme une personne à part	Il te considère comme une personne à part	Il te considère comme une personne à part	Il te considère comme une personne à part
PROFITE						VIGILANCE, DIS STOP !						PROTÈGE-TOI, DEMANDE DE L'AIDE											
Ta vie est belle quand il...						Il y a de la violence quand il...						Tu es en danger quand il...											

Source : la Ville de Paris, le département de Seine-Saint-Denis et en Avant Toutes. Conseil : le 3919!

L'argent de la guerre pour la paix

Qui connaît 4ACG ? Cette association des Anciens Appelés d'Algérie et leurs amis contre la guerre a vu le jour en 2004, dans le Tarn.

QUATRE PETITS AGRICULTEURS, anciens appelés en Algérie, se sont réunis au moment de percevoir leur pension d'anciens combattants, et ont décidé de « la reverser à des populations qui souffrent de la guerre ou à des organismes qui œuvrent pour la paix », car n'ayant pas, à l'époque, « eu le courage de hurler notre désaccord au monde ».

En agissant ainsi, leur volonté est de

convertir un argent que nous considérons sale en argent propre et utile, de faire du prix de la guerre et du sang, le prix de la paix.

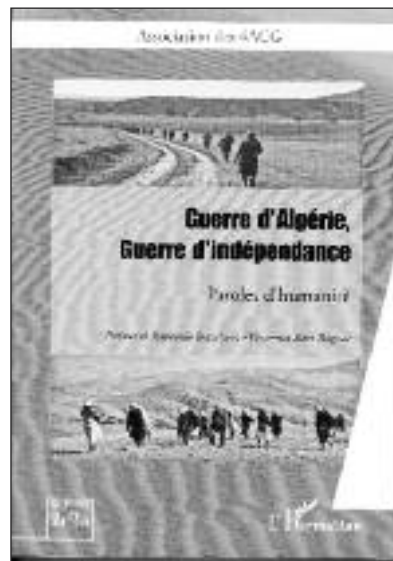
La 4ACG soutient des projets et des associations en Algérie, en Palestine et en Jordanie (camp de réfugiés syriens).

Contact: secretariat@4acg.org
Site Internet: www.4acg.org

C'EST sans doute la première fois qu'un ouvrage rassemble des récits de combattants français et algériens, har-kis, pieds-noirs, réfractaires, etc., tous mêlés à ce conflit armé. La parole s'est enfin libérée, les plaies se referment.

Cet ouvrage doit contribuer à l'apaisement, au rapprochement et à la fraternisation, en ces temps de racisme... qui ne se cache plus.

Association des 4ACG,
Guerre d'Algérie, guerre d'indépendance, paroles d'humanité,
L'Harmattan, 2012



Nucléaire

Les déboires de l'EPR, générateur nucléaire nouvelle génération ! (construit par la France en Finlande)

Avec treize ans de retard, l'EPR finlandais, enfin raccordé au réseau...

*L'Usine nouvelle, 14 mai 2023,
<<https://cutt.ly/OwqI85Ig>>.*

Et la suite, le 17 mai :

L'EPR finlandais pratiquement à l'arrêt car son électricité est trop chère !

*Yle news (Finlande), 17 mai 2023,
<<https://yle.fi/a/74-20032375>>.*



Grève chez Vertbaudet

On ne peut pas dire que l'on a été inondé-e d'infos concernant cette grève (du moins durant les premières semaines) menée par 72 salarié-es (sur 327 dans l'entreprise): des femmes surtout, de l'entrepôt de Marquette-les-Lille. Et lancée par la CGT, minoritaire.



UN PEU D'HISTOIRE: Vertbaudet est une marque française spécialisée enfants, puériculture. Fondée en 1963, dans le Nord, par Anselme Dewavrin, propriétaire d'usines textiles. Dès sa création, c'est une marque qui vend des vêtements pour enfants par catalogue.

Cet Anselme est, comme on dit, né avec une cuillère en or dans la bouche, et même plusieurs... Il est l'héritier d'un capital accumulé par des générations de négociants du textile, trois du côté maternel et six côté paternel. Puis il se passe ce qui arrive souvent avec les héritiers: ils vendent. Finie l'entreprise familiale! Une multinationale américaine rachète la branche textile, dont les dernières usines ferment en 2006, et la production est délocalisée en Bulgarie. La marque de vente par correspondance de vêtements pour enfants est cédée à son grand concurrent local, le groupe La Redoute, qui, lui aussi, va être vendu, acheté, revendu, etc. En 1992, le milliardaire François Pinault prend le contrôle du groupe Pinault-Printemps-Redoute. Et donc de Vertbaudet... Mais, en 2010, les ventes baissent – et ça, pour un grand investisseur même et surtout milliardaire, c'est le drame absolu, alors on vend... par «appartenance».

En 2013, Pinault «cède» Vertbaudet – bon ça n'a pas dû être gratuit – au fonds d'investissement Alpha, qui le revend, en juillet 2021, au fonds d'investissement Equistone Partners Europe 20, dont le directeur des investissements, depuis 2017, est Édouard Fillon, fils de l'ex-Premier ministre français du même nom. Equistone a utilisé, pour l'achat, la technique financière de «l'achat à effet de levier», qui consiste à s'endetter pour augmenter sa capacité d'investis-

sement. Par conséquent, l'objectif de cette action est d'obtenir à terme des bénéfices qui dépassent cet endettement. On peut comprendre qu'Édouard ne puisse pas augmenter les salaires de ses employés... Qui paye ses dettes (surtout avec l'argent gagné par d'autres) s'enrichit...

Après ce long détour, nécessaire à la compréhension des raisons patronales – car ces gens ont bien des soucis –, revenons à la grève et aux mirobolants salaires des employé-es.

Commencée le 20 mars, elle s'est terminée le 2 juin et a donc duré presque deux mois et demi. Pas mal pour une grève lancée par le syndicat minoritaire, la CGT, qui remettait en cause l'accord salarial 2023, signé par FO et la CFTC prévoyant... 0% d'augmentation de salaire, alors que l'inflation atteint des niveaux records. Au début,

silence radio, même télé et journaux (sauf quelques publications minoritaires).

Sophie Binet (nouvelle secrétaire générale CGT) se rend sur le site, mi-avril. Là, ça commence à bouger...

Il faut dire qu'une femme à la tête de la CGT, et une qui n'a pas l'air de vouloir s'en laisser conter, ça attire les médias *main stream*... Sophie Binet réunit alors des politiques, des artistes, des associations féministes et, miracle, on découvre les Vertbaudet et leur lutte.

En plus, il faut dire que les autorités françaises mettent aussi de la bonne volonté pour faire connaître l'affaire: le 16 mai, intervention violente de la police, une gréviste blessée, deux gardes à vue... Et plus tard, un responsable syndical CGT enlevé et agressé, on ne sait par qui (l'enquête piétine)?

Au final, le 2 juin, lassitude des grévistes, prétendent certains? Ou crainte, pour la direction, du soutien public grandissant? Des négociations aboutissent. Un accord a été signé, portant sur une augmentation des salaires de 90 € à 140 euros nets mensuels pour les salariés, l'embauche de 30 intérimaires en CDI, et aucune sanction disciplinaire ou financière contre les salarié-es grévistes. Le 13^e mois sera versé sans prise en compte des jours de grève. Bon, FO a bien déclaré «tout ça pour ça», mais on ne peut pas contenter tout le monde!

C. B.

DOSSIER BILAN DES LUTTES FÉMINISTES 2017-2022

En août 2017, paraissait le premier numéro de *Casse-rôles* et nous écrivions:

Contraception, IVG, violence, viol, mutilations sexuelles, harcèlement, parité, inégalités salariales, travail domestique etc. : nous nous proposons de dresser un état des lieux, de recenser ce qui paraît sur ces questions.

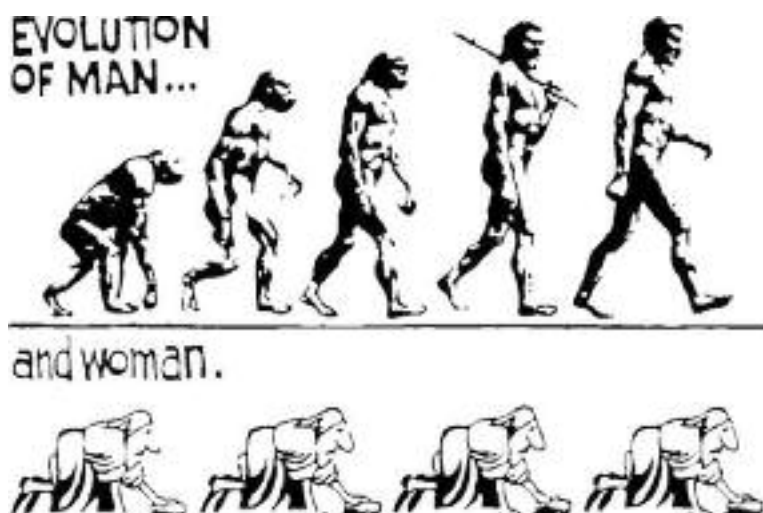
Six ans après, peut-on faire un bilan des avancées et des reculs des luttes féministes pour l'égalité, en France et ailleurs ? Nous pouvons dire que les luttes sont de plus en plus relayées sur les réseaux sociaux et occupent une place plus importante dans l'espace médiatique, entraînant déclarations et propositions politiques. Mais sont-elles suivies d'effet ? Les inégalités professionnelles perdurent.

Le nombre des féminicides ne diminue pas.

Certes, les œuvres des femmes artistes, jusque-là ignorées, sont plus souvent accrochées aux cimaises et jouées en concert, mais, d'après le magazine *Artnet*, les œuvres de femmes totalisent moins de transactions que les seules œuvres de Picasso !

Nous commençons dans ce numéro la revue des différents sujets : la santé, les inégalités professionnelles, le travail domestique, la politique et la science.

Dans le prochain numéro, nous continuerons ce recensement, sans oublier, bien sûr, les luttes des femmes iraniennes, afghanes et celles de nombreux endroits du monde contre le travail de sape mené à l'encontre des femmes (IVG, éducation, etc.).



Sommaire

- Les oubliées de l'histoire de l'art, 18-19
 - Science et patience, 20-21
- Le consentement, pour quoi faire ? /
Un livre à mettre entre toutes les mains, 22
- Inégalités au travail / Morts au boulot, 23
 - Santé des femmes :
des progrès dans le pire, 24-25
- Les maladies professionnelles, 26-27
 - Qui va garder les enfants ? 28
- Anne Bonny : la liberté avant tout, 29
- Droits et non-droits à l'avortement, 30-32
- Machisme grammatical / Musée Ingres /
Avortement, exiger le max
pour profiter d'un peu ?, 33
- Féminicides d'hier et d'aujourd'hui,
34-36

Les oubliées de l'histoire de l'art

« Ça suffit, la fiction ! Suffit toute cette propagande véhiculée par les mythes, les sites, les grands classiques du cinéma et de la littérature et jusqu'à il y a peu, l'enseignement. C'est elle qui a fait croire que le génie ne pouvait être que masculin puisque l'histoire n'avait retenu que des noms d'hommes parmi les scientifiques et les artistes ayant marqué leur temps. Une honte quand on sait combien de travaux de femmes en musique, peinture, littérature ont été gommés ou pillés par leurs maris, frères, compagnons. »

Gisèle Halimi, *Une farouche liberté*, 2020.

LES CRÉATRICES, peintres ou musiciennes sont restées longtemps absentes des expositions et des concerts, ignorées par l'histoire de l'art écrite par des hommes ; leurs œuvres, comme l'écrit Gisèle Halimi, ont été pillées par leurs maris, frères, compagnons s'en attribuant la paternité. L'exemple le plus connu est celui de Camille Claudel, morte à 78 ans dans le dénuement et l'anonymat, qui a dû attendre des dizaines d'années avant que la maternité de ses œuvres, restées dans l'atelier de Rodin, lui soit restituée parce que, à l'époque, on ne pouvait pas croire qu'une femme, avec ses mains trop fragiles, s'attaque à des marbres : Camille ne pouvait donc pas être l'autrice de ces sculptures puissantes !

Mais Camille Claudel était l'arbre qui cachait la forêt et, depuis quelques années, des historiennes de l'art et des associations féministes sortent de l'ombre un matrimoine magnifique, les toiles s'échappent des réserves, les concerts programment les œuvres des compositrices et de grandes expositions sont consacrées à des créatrices.

Les femmes, en général, n'aiment aucun art, ne se connaissent à aucun, et n'ont aucun génie.

Par cette formule péremptoire, Jean-Jacques Rousseau, dans la lettre à d'Alembert, valide trois siècles d'histoire de l'art sexiste oubliant autrices, peintres, architectes, compositrices. Camille Morineau¹, historienne de l'art et activiste

féministe, écrit et réalise des expositions pour réhabiliter leur travail ; l'invisibilisation des femmes, si elle est la conséquence de l'assignation à leur rôle d'épouse et de mère, est également imputable aux historiens.

Ils ont considérés que leur travail n'était pas aussi important ni intéressant que celui des artistes hommes... comme Tamara de Lempicka, aussi célèbre de son vivant que Picasso, très reconnue par la presse, elle gagnait très bien sa vie, même mieux que certains peintres masculins, mais les historiens ont jugé que c'était davantage une décoratrice qu'une réelle peintre, et ils ne l'ont pas retenue.

Camille Morineau a assuré, en 2009, l'accrochage de l'exposition *elles@centrepompidou* qui montrait à quel point les femmes artistes avaient été nombreuses dans les mouvements et les avant-gardes du XX^e siècle. Elle a également présenté les œuvres d'une quarantaine de femmes artistes dans l'exposition « Pionnières. Artistes dans le Paris des Années folles ». L'association qu'elle a créée en 2014, Archives of Women Artists, Research and Exhibitions (Aware) s'est donné pour but

de réécrire l'histoire de l'art de manière paritaire. Il est grand temps de replacer les artistes femmes au même plan que leurs homologues masculins et de faire connaître leurs œuvres.

Vénus s'épilait-elle la chatte ?

Depuis la création du journal, nous avons constaté avec plaisir que les initiatives pour contrebalancer une histoire de l'art sexiste se multipliaient. En 2015, l'association HF Ile-de-France organise les Journées du matrimoine pour révaloriser l'héritage culturel des créatrices du passé. Matrimoine + patrimoine = notre héritage culturel commun. Notre héritage culturel est composé de notre patrimoine (l'héritage des pères) et de notre matrimoine (l'héritage des mères). Le matrimoine est constitué de la mémoire des créatrices du passé et de la transmission de leurs œuvres.

En 2015 également, un podcast féministe, au titre provocant « Vénus s'épilait-elle la chatte² », est diffusé pour un public de non spécialistes.



Camille Claudel œuvrant sur *Sakountala*, avec Jessie Lipscomb dans leur atelier rue Notre-Dame-des-Champs en 1887

Julie Beauzac, initiatrice du projet, s'explique sur le site :

J'ai pris une carte d'abonnement aux musées municipaux de Berlin, j'ai été très surprise de me rendre compte de la quantité effarante d'œuvres empreintes de sexisme, de racisme et de culture du viol, des prismes d'analyse dont personne ne m'avait jamais parlé durant mes six années d'études en histoire de l'art. C'est comme ça qu'est né «Vénus s'épilait-elle la chatte».

Le dernier épisode est consacré à la Vénus au miroir de Vélasquez, tableau lacéré en 1914 par la suffragette Mary Richardson et devenu symbole du droit de vote des femmes en Angleterre, mais aussi celui de l'objectification séculaire des corps féminins.

Mes statues doivent donner à la fois l'impression qu'elles sont immobiles et qu'elles vont remuer.

Les progrès de la représentativité des femmes dans les collections sont réels. La preuve : deux grandes expositions consacrées en 2023 à des femmes artistes. La première consacrée à une femme sculptrice, Germaine Richier, s'est tenue au centre Pompidou de mars à juin. Cette artiste méconnue avoue dès l'enfance préférer le bricolage à la broderie, n'en déplaît aux amateurs de stéréotypes de genre.

J'avais un goût pour la truelle, le ciment, pour tout ce qui était maçonnerie, et je pense qu'il y avait déjà une tendance vers la sculpture.

Née en 1904, elle apprend la sculpture avec Bourdelle. Dans son atelier, elle rencontre Giacometti, ils s'influencent mutuellement, mais la renommée du premier éclipse celle de la sculptrice, et c'est Germaine Richier que l'on appellera Giacometti féminine et pas l'inverse.

La deuxième grande exposition de cette année 2023, visible à Metz jusqu'au 11 septembre, puis à Nantes, est consacrée à Suzanne Valadon. Cette artiste autodidacte, dont le destin romanesque a longtemps masqué la vigueur expressive et la modernité des œuvres – près de 500 toiles et 300 œuvres sur papier – trouvent enfin l'exposition qu'elles méritent. La peintre est aujourd'hui reconnue comme une figure majeure de l'art moderne. Chiara Parisi, la commissaire de l'exposition, a intitulé celle-ci «Un monde à soi», clin d'œil à *Une chambre à soi*, de Virginia Woolf, qui revendique la liberté intellectuelle des femmes.

Le titre de l'exposition suggère l'éloge de l'espace à «soi» de cette grande peintre de la modernité. Son champ d'expression s'étend en effet bien au-delà de son espace intérieur, longtemps associé à l'espace féminin, comme en témoigne la série des grands nus en extérieur que Valadon peint à partir de 1912, consacrant l'ultime plaisir de peindre aux yeux de tous. L'exposition défend une forme de conquête de territoire que l'histoire a traditionnellement assignée au masculin. La conquête d'un monde à soi.

Annie Nicolai



Germaine Richier, *Femme assise*, bronze, 1945



Suzanne Valadon, dans son atelier, 1919

1. Camille Morineau, *Pionnières-Artistes dans le Paris des Années folles*, Réunion des musées nationaux, 2022.

2. <Vénuslepodcast.com>.

Articles parus dans *Casse-rôles* :

N° 3, Association Artemisia, 4^e de couverture.

N° 7, « À poil, sinon rien », p. 8-9.

N° 8, « Les femmes troubadours », p. 18-19.

N° 12, « La place des femmes dans le monde des arts plastiques », p. 32-33.

Science et patience...

L'impétueuse Matilda Joslyn Cage naquit le 24 mars 1826 dans l'État de New York et passa son enfance dans une maison sise sur le fameux chemin de fer clandestin (*underground railroad*) dans une famille d'abolitionnistes. Nul doute que cela l'incita à s'engager sa vie durant pour les droits des autochtones, des esclaves et des femmes.

ELLE FUT LA PREMIÈRE À DOCUMENTER l'apport des femmes aux sciences dans un essai qui avait tout du pamphlet, *Woman as inventor*, paru en 1870. Matilda y exposait le fait que nombre d'inventions techniques et scientifiques sont le fait de femmes dont les noms sont systématiquement effacés au profit des hommes de leur entourage. Elle en cite un certain nombre, dont Jeannette Power, grande pionnière de la biologie marine et inventrice de l'aquarium, qu'elle nommait « cage », et qui fut longtemps appelé « cage à la Power » ; Sarah Mather, autre scientifique inventrice, avec l'aide de sa fille, du télescope sous-marin, M^{me} de Coudray et son merveilleux dispositif en tissus, bois et cuir figurant un fœtus dans sa matrice...

Matilda défendait avec véhémence, et exemples à l'appui, la capacité des femmes à inventer, découvrir et réaliser, et dénonçait les biais qui concourent à leur effacement et leur invisibilité. Par une de ces ironies amères dont l'Histoire est vaine, elle-même sombra dans l'oubli jusqu'à ce qu'une autre femme, Margaret W. Rossiter, historienne des sciences, reprenne son travail un siècle plus tard et donne son nom, en hommage à son immense apport théorique, à ce biais qu'elle avait été la première à mettre en lumière, le nommant « l'effet Matilda ».

Il suffit de feuilleter quelques manuels scolaires aujourd'hui pour constater, hélas, que « l'effet Matilda » a encore de beaux jours devant lui : les stéréotypes perdurent, voire s'aggravent et, dans un contexte de bond des connaissances, l'invisibilité persistante des femmes tient du prodige d'aveuglement ou de l'insulte. Peu nombreux sont les théoriciens qui peuvent nier aujourd'hui les capacités scientifiques des femmes, mais il semble que la question soit ailleurs : ce n'est pas qu'on réfute leurs capacités, c'est que ces capacités sont hors sujet au regard de ce que des sociétés, globalement conservatrices, voire en crispation réactionnaire, ou même en crise de panique identitaire, attendent d'elles : qu'elles continuent à admirer les hommes, à les assurer de leur soutien, à la fermer et à assurer aussi leurs tâches séculaires derrière les murs des *home sweet home* tout en restant agréables à l'œil et flagorneuses dans l'intimité. Hélas !

Il en est des inégalités coloniales ou sexuelles comme des urgences écologiques et des chantiers sociaux : ne pas regarder les choses en face – ou, une fois qu'on les a bien vues, tourner la page et passer à autre

chose sans changer d'un iota – donne l'impression trompeuse et provisoire que l'éléphant va disparaître du salon.

Mais il ne fait que grossir, l'éléphant. Comme dans la pièce de Ionesco, *Amédée ou comment s'en débarrasser*, le cadavre qu'on voudrait oublier est atteint d'une spectaculaire poussée de croissance. La ségrégation sexuelle et genrée a un impact énorme, tant sur le présent que sur l'avenir, comme le désastre social, la persistante structure coloniale à l'intérieur des sociétés et entre les sociétés, la catastrophe écologique, et toutes sont liées. Le capitalisme, monstrueux épigone du patriarcat, dévore ses enfants encore à naître, et le monde qui peine à venir ressemble à une fillette encore claustrée dans l'ignorance et la peur.

La conscience, cependant, une fois qu'elle a fait surface, ne disparaît plus. Matilda Joslyn Cage serait émerveillée de compter ses héritières, et de nombreux bouquins font aujourd'hui l'inventaire des femmes scientifiques que l'histoire a englouties, depuis *Les Grandes Oubliées* de Titou Lecoq, solide mise en bouche, à la BD *Les Découvreuses* de Marie Moinard. Mais il existe aussi des projets colossaux comme *Le Dictionnaire universel des créatrices*, qui englobe évidemment une section « Sciences et techniques » sur le site <Éditions des femmes, Antoinette Fouques>. Il faut saluer cette énorme contribution au patrimoine mondial de l'humanité, aujourd'hui entièrement et librement accessible en ligne. Elle comprend à ce jour 12 000 noms de femmes touchant à tous les domaines, ce qui en fait la plus énorme recension accessible.

Mais revenons aux sciences, aujourd'hui. Où en sont les progrès dans l'accession des femmes aux métiers scientifiques ? Les choses évoluent, allant d'un pas de sénateur, mais elles évoluent : comme le relève Alexandra Palt, directrice générale de la fondation L'Oréal, en partenariat avec l'Unesco pour promouvoir par un prix annuel les femmes scientifiques de tous les continents, elles étaient 27 % dans la communauté scientifique en 1998, elles sont aujourd'hui 33 %. Ce n'est pas négligeable, mais leur présence dans les postes à responsabilité reste anecdotique : 18 % ; leur nombre augmente, mais leurs carrières n'évoluent pas. La piste principale d'amélioration consisterait à reconnaître et se méfier des biais de genre, qui restent d'autant plus tenaces qu'ils ne sont toujours pas pris en compte. Paradoxalement, les pays où les préjugés ont pignon sur rue sont ceux où les femmes, qui sont entrées dans des dynamiques transgres-



sives en choisissant ces disciplines, avancent le plus rapidement : au Maroc, les femmes sont 42 % dans les écoles d'ingénieurs, contre 28 % en France.

Quand la guerre des sexes est frontale et assumée, les femmes ne craignent pas de blesser ces pauvres choux et foncent sans scrupule, tandis que dans les pays qui se targuent de pratiquer l'égalité des sexes sans le moins du monde la concrétiser, il semble qu'elles aient intégré qu'ayant tous les droits, si elles n'y arrivent pas, c'est bien d'elles que ça vient. Ainsi, on observe le même phénomène dans les pays scandinaves, champions de l'apparence d'égalité, où les femmes là non plus ne se ruent pas sur les carrières scientifiques.

L'autocensure fait son boulot, persistant à persuader les femmes qu'elles ne sont pas à l'aise dans les disciplines que les hommes désireraient garder pour eux.

Domage, car, objectivement, la mixité rend les équipes plus imaginatives et plus efficaces. De façon générale, les personnes issues de groupes discriminés développent une débrouillardise et une capacité à trouver des solutions hors des sentiers battus précieuses dans les démarches scientifiques. De façon générale, les préjugés sont désastreux dans toutes les tâches de recherche et de création. Pourtant, ils perdurent : les femmes se voient toujours jugées différemment, on attribue moins de pognon à leurs recherches, elles passent devant des jurys plus critiques. Une étude récente faite par des chercheurs et chercheuses en psychologie sociale et cognitive, sur une quarantaine de jurys du CNRS, révèle que ceux qui nient ou minimisent l'existence de biais en défaveur des femmes promeuvent nettement moins celles-ci, tandis que les jurys conscients de ces biais sont assez égalitaires.

Par ailleurs, les femmes se heurtent, comme dans tous les milieux encore trop androcentrés, à des phénomènes de harcèlement et de conduites sexistes, et on répugne à leur donner des responsabilités. La solution serait une plus grande mixité, mais pour cela il faudrait... une plus grande mixité ! Le même phénomène se retrouve dans la tech, où les femmes sont encore moins nombreuses. Pourtant, c'est un fait bien renseigné, les start-up fondées par des femmes sont plus performantes et permettent un retour sur investissement 30 % plus important. Mais c'est encore les hommes qui ont le pognon, et ils préfèrent l'investir sur des hommes. De même, leurs réseaux sont plus importants et restent assez fermés aux femmes, qui ne disposent pas de la même toile de relations et ont moins de moyens. Bien que les initiatives pour favoriser l'orientation scientifique des filles et soutenir les parcours scientifiques de femmes se multiplient, l'inertie masculine pèse toujours comme un âne mort (ou vivant ?)

Quelles sont ces initiatives ?

Depuis vingt-cinq ans, le prix « Pour les femmes et la science », du partenariat Unesco-fondation L'Oréal, récompense tous les ans cinq femmes scientifiques venant de tous les continents. Les lauréates reçoivent une dotation de 100 000 euros pour faciliter leurs recherches. Cette année, il s'agissait de la Saoudienne Suzana Nunez pour ses filtres à membrane permettant d'opérer des séparations chimiques avec une basse empreinte carbone, de la Vénézuélienne Anamaría Font pour ses travaux en physique théorique autour de la théorie des cordes permettant de mieux comprendre le Big Bang, de l'États-Unienne Aviv Regev pour ses travaux pionniers dans l'application des mathématiques et de l'informatique en biologie cellulaire, grâce auxquels des diagnostics plus fins et des thérapies plus ciblées pourront être mises au point, de l'Australienne Linda Morawska pour ses recherches sur la qualité de l'air intérieur et ambiant, et surtout sur l'impact de la pollution atmosphérique sur la santé humaine et sur l'environnement, de la Britannique Frances Kirwan pour son travail exceptionnel en géométrie algébrique. S'ajoutent à ces cinq chercheuses trois scientifiques de haut niveau ayant été contraintes de fuir leur pays pour poursuivre leurs recherches : l'Afghane Mursal Dawodi, spécialiste en intelligence artificielle, aujourd'hui installée en Allemagne, l'Irakienne Ann Al Sawoor, dont les recherches portent sur les big datas et qui enseigne aujourd'hui en Vendée, et la Nigériane Marycelin Baba, virologue qui a dû s'exiler en Afrique du Sud puis au Kenya à cause du terrorisme pour, enfin, retourner dans son pays. Par ailleurs, chaque année, la fondation récompense dix jeunes talents français dans la même optique de promotion des femmes scientifiques.

Le collectif Sista s'est donné pour mission de lever des fonds et débusquer des investisseurs pour les femmes, mais aussi de produire un travail statistique prouvant leur efficacité.

50inTech est une agence dont la démarche audacieuse consiste à ne sélectionner, pour les chercheuses d'emploi (toutes les personnes qui s'identifient femmes, queer, non binaires), que des entreprises ouvertement inclusives.

Le projet Femmes en science, de l'Association fédérative nationale des étudiants universitaires scientifiques (AFNEUS) sensibilise sur la place des filles et des femmes dans les cursus scientifiques et lutte contre les discriminations et l'autocensure. Formations, congrès, expositions, sondages, débats, interviews de femmes scientifiques et interventions en classe, les jeunes scientifiques en formation ont décidé de prendre le taureau par les cornes et leur avenir en main.

Ce sont quelques exemples d'un monde scientifique en pleine métamorphose, où la force d'inertie des anciens fonctionnements perdure, tandis que les fondations bougent inexorablement.

L. B.

Le consentement, pour quoi faire ? À partir du moment où il y a le proprio...

EN FRANCE, un homme a été arrêté en 2020 pour avoir filmé sous les jupes des filles (des femmes, dans un supermarché). En fouillant ses ordis, disques durs et téléphone, les flics ont trouvé des vidéos de viols perpétrés sur son épouse par plus de 80 hommes, pour encore plus de viols, certains y sont revenus. Le « super mec », époux bienveillant depuis cinquante ans, droguait sa femme au dîner du soir et la livrait endormie à des salopards rencontrés sur un site de rencontre dans un forum appelé « À son insu ». Juste pour l'excitation. Pendant dix ans. Mode opératoire réglé : pas d'odeurs fortes (tabac et parfum), mains lavées à l'eau chaude pour ne pas la réveiller par le froid, chambre surchauffée pour la même raison. Aucun des hommes qui est venu chez lui n'a renoncé face à la situation.

Un médecin légiste a trouvé quatre MST dans le corps de la femme.

Les violeurs variés ont de 26 à 73 ans, habitent dans la même région :

on trouve pompier, militaire, gardien de prison, infirmier, journaliste, chauffeur routier, conseiller municipal, cadre en entreprise, sous tutelle et même déjà en taule pour violences sur des femmes. Certains ont des vidéos pédocriminelles dans leurs ordis.

Dans leurs aveux :

« C'est sa femme, il fait ce qu'il veut avec sa femme. »

« À partir du moment où le mari était présent, il n'y avait pas viol. »

Christine Rebatel



Un livre à mettre entre toutes les mains



L'autrice a de l'humour et il en faut pour raconter la « non-histoire » des femmes ! Elle commence fort, la Titiou

Si les femmes n'apparaissent pas dans l'histoire, c'est parce qu'elles avaient été trop occupées avec les enfants, le ménage et le ragoût de pommes de terre.

Voilà, tout est dit ou presque. Sauf que le « presque », de la préhistoire à nos jours, emplit plus de 320 pages. Des pages instructives, bourrées de noms – de femmes bien sûr ! –, de lieux, d'époques, des récits de leurs luttes, de leurs créations, des aventures qu'elles ont vécues, de leurs luttes toujours recommencées, des avancées et des reculs, des succès et des échecs aussi.

On a envie de pleurer et de rire aussi, on sourit souvent, on frémit encore plus souvent... Titiou nous cause des guerrières et citoyennes de l'Antiquité, des reines terribles et meurtrières des royaumes francs, des peintresses, miresses (doctoresse), ménestrelles et autres chevalresses du Moyen Âge et des ouvrières sur les chantiers des cathédrales – exit les faibles femmes ; de la situation qui se gâte ensuite, avec cette belle Renaissance, si vantée par nos livres scolaires et nos élites, et qui n'en est pas une pour le « sexe faible » !

Plus tard, ces dames feront aussi la Révolution française, combattront dans les armées de la République, jusqu'à ce que 1793 les en expulse ; elles résisteront à l'ordre masculin et bourgeois du XIX^e siècle, de 1848 à la Commune, avant et après, se battront pour devenir enseignantes, pour que les filles accèdent à l'école, pour avoir le droit de passer le Bac et pour le droit de vote jusqu'au droit à la contraception, l'avortement...

Et vous croyez que #Metoo a changé la donne ? Non, rien n'est gagné : elle constate, avec Véronique Garrigues et Julie Pilorget :

Aujourd'hui, avec les nouveaux programmes de collège et de lycée, on constate un nouveau recul de la présence des femmes dans l'histoire enseignée.

Et Titiou, toujours mutine, s'est amusée à compter, dans le manuel d'histoire Hachette de 2019 : les femmes ne sont présentes que dans 6 pages sur... 277 !

Une saine lecture pour remettre en place la fable historique concoctée au cours des siècles par les messieurs qui sont aussi « les descendants de ces femmes qu'on a oubliées et réduites au silence ».

C. B.

Titiou Lecoq, *Les Grandes oubliées : pourquoi l'histoire a effacé les femmes*, L'Iconoclaste, 2023.

Inégalités au travail

La principale inégalité, l'inégalité qui a le plus de conséquences sur les conditions de vie, entre les hommes et les femmes dans la vie professionnelle, est l'inégalité de revenus, y compris à la retraite.

LES CAUSES DE CETTE INÉGALITÉ sont nombreuses : concentration des femmes dans des métiers mal payés (indispensables à la vie de plein de gens, mais mal payés), temps partiels, périodes hors emploi, concentration en bas des hiérarchies (l'hôpital étant l'exemple parfait), un chouïa de sexisme aussi.

Dans les années 1970, après la loi de 1972 qui dit « À travail égal, salaire égal », il y a eu besoin de quelques luttes pour la faire respecter. En théorie, le salaire féminin (le masculin moins un abattement) avait pourtant disparu grâce à une loi de 1946. La difficulté résiste probablement dans le « à travail égal ». D'autres lois sont arrivées avec des index, des rapports, des bilans, des « obligations » pour les entreprises. Et ?

Des chiffres, des chiffres, des chiffres

Secteur privé. En 2021, les femmes gagnent 24 % de moins que les hommes (donc les hommes gagnent 31 % de plus que les femmes, le sens de la comparaison a un sens). En 2005, c'était 32,5 % et en 2015, 27,8 %. En équivalent temps plein, c'est 15,5 % de moins (en 2005, 21,1 % et en 2015, 19,1 %). Cet écart, qui se réduit un peu, signifie qu'il y a un peu plus de femmes dans les catégories mieux payées. Mais l'égalité ne pourrait être atteinte que si les femmes n'étaient plus regroupées à 90 % dans les métiers du commerce, de l'éducation, de la santé, du soin, du secrétariat... ou si ces métiers étaient payés décemment.

LE LIVRE DE MATTHIEU LÉPINE¹ dénombre les accidents mortels depuis plus de quatre ans en France. Non-respect des obligations de sécurité, négligence de la formation, recours massif à une main-d'œuvre intérimaire ou employée en sous-traitance, déresponsabilisation des entreprises, dégradation généralisée des conditions de travail expliquent l'hécatombe...

Avec plus de 1 200 morts par an liées au travail (accidents, maladies), la France tient le record : deux fois supérieur à la moyenne européenne ! Si ce livre se concentre surtout les morts dans le BTP – des hommes, donc –, relevons que l'auteur indique que les femmes ne sont pas épargnées par les accidents du travail.

Les statistiques de la CPAM concernant le secteur privé font état pour l'année 2019 de 244 558 accidents du travail chez les femmes. Soit 37,3 % de l'ensemble des victimes. À cela, s'ajoutent 53 526 accidentés de trajet et 25 347 cas de maladies professionnelles. [...] la tendance est mauvaise. En effet, selon l'enquête de Disclosure parue en 2022, les accidents du travail concernant des femmes ont augmenté de 41,6 % entre 2001 et 2019. Les maladies professionnelles de 158,7 %. Les secteurs d'activité concernés sont bien différents de ceux que j'ai l'habitude de rencontrer dans mes données : l'aide à domicile, la santé ou encore la grande distribution. Prenons le cas des infirmières. Avec 74,4 accidents du travail pour 1 000 salariées, elles se situent à un niveau de sinistralité bien supérieur à la moyenne européenne (33,5 % tous secteurs confondus). Les troubles musculo-squelettiques sont notamment à l'origine de bon nombre d'arrêts.

Des luttes pour de meilleurs salaires

Les politiques d'égalité n'existent que dans les grandes boîtes, profitant aux femmes cadres et diplômées. Dans les entreprises à main-d'œuvre essentiellement féminine, elles ne s'appliquent pas. Les luttes de femmes pour de meilleurs salaires sont rares et sectorisées. Mais elles peuvent être longues, vingt-deux mois pour les femmes de chambre d'un hôtel Ibis, deux mois pour les employées de l'entrepôt de Vertbaudet. Et victorieuses. Elles peuvent aussi passer inaperçues : grèves des Accompagnantes d'élèves en situation de handicap (AESH) en juin de cette année, ou celle des aides à domicile en septembre 2021.

Et elles s'accompagnent souvent de revendications portant sur de meilleures conditions de travail, sur le respect par le patronat, sur la dignité.

Les appels à une grève générale des femmes, à l'occasion du 8 mars de chaque année, peinent à convaincre et, pour l'instant, la mobilisation reste faible.

Des métiers pensés comme du travail domestique

Tous ces métiers mal considérés et mal payés le sont parce qu'ils sont occupés par des femmes. Et ils sont occupés par des femmes parce qu'ils sont pensés comme une extension du boulot à la maison : tâches ménagères, soins à tous les membres de la famille, devoirs et activités des enfants... qui est tout à fait gratuit. Et si l'égalité professionnelle passait par l'égalité à la maison ? Des études montrent que l'enseignement de l'égalité aux enfants passe par l'implication réelle et matérielle des pères, pas par les discours. L'égalité professionnelle passe donc par les pères de famille. C'est pas gagné !

Ch. R.

Morts au boulot



Sol. (Merci à Roland !)

1. Seuil, 2023.

SANTÉ DES FEMMES : des progrès dans le pire

– *Comment ça va ?*
– *Ça va, comme ci comme ça.*
– *La santé ?*
– *Ah, ne m'en parlez pas...*

Eh bien parlons-en, de la santé des femmes, car les bonnes nouvelles tombent du ciel, tendons nos rouges tabliers.

LA SANTÉ, on le sait maintenant grâce à l'intersectionnalité – concept robuste en sciences qui donne lieu à d'homériques batailles idéologiques –, dépend à la fois de la situation sociale, du genre (assignation sociale liée au sexe) et du sexe (particularités biologiques liées au sexe).

Être dans la mouise jusqu'aux oreilles, appartenir à un genre discriminé et avoir la physiologie et l'anatomie de son sexe peut exposer aux avanies de santé.

Un exemple au hasard : caissière

Déjà, du point de vue social, je suis dans les choux : en temps partiel qui contraint ma journée entière, je gagne chichement 800 balles par mois pour faire défiler plusieurs centaines de kilos de marchandise à l'heure, ce qui m'occasionne des troubles musculo-squelettiques de choix. Comme je suis pauvre, je bouffe des aliments blindés de pesticides et je vis dans un quartier particulièrement pollué. Mais ce n'est pas tout ! Une étude récente subodore très fort que les bisphénols présents dans les tickets de caisse que je tape à longueur de temps auraient une action sur les cellules-souches de mes glandes mammaires, m'exposant au cancer du sein.

Et comme mon sexe est incriminé (les hommes ont peu de glandes mammaires), allons jusqu'au bout, buvons le calice jusqu'à la lie : étant femme, j'ai davantage de tissus graisseux, de ceux qui stockent les polluants, si bien que mon corps en amasse et en détient considérablement plus que celui d'un homme. De plus, les perturbateurs endocriniens répandus à la louche dans l'environnement interféreraient avec mon système hormonal, augmentant le risque de cancer du sein (encore !)

Cette étude récente de la Fondation pour la recherche médicale s'efforce d'expliquer pourquoi les femmes sont plus sensibles aux polluants que les hommes. L'étude porte donc sur trois fléaux particulièrement genrés : le cancer du sein, l'endométriose et l'obésité. Mais il y a d'autres paramètres dans les causes possibles de cette inégalité : les cosmétiques, nettement plus utilisés par les femmes et contenant des saloperies tels les phtalates et, j'ajouterai – c'est ma touche personnelle bien que je ne le fasse que très peu – le

ménage, encore et surtout assuré par les femmes, avec de bons produits chimiques bien dégueulasses et cancérigènes.

Essayons de nous requinquer le moral en allant voir du côté des violences faites aux femmes

Après #MeToo, ça a bien dû bouger un peu ? Hélas oui, ça a bougé, mais pas dans le sens espéré : un rapport de Solidarité femmes, se basant sur un sondage Ifop, révèle, en novembre 2022, que les violences ont augmenté depuis la période du confinement, qu'on tenait pour un record olympique des viols, tabassages et autres harcèlements conjugaux ou intrafamiliaux. Peut mieux faire ! A mieux fait. Ce sondage révèle que pour 12 % des hommes interrogés, « forcer sa conjointe à avoir un rapport sexuel n'est pas une violence sexuelle ». Par ailleurs, pour la même proportion d'hommes, « donner une gifle à sa conjointe » n'est pas non plus une violence conjugale. On n'a pas le cul sorti des ronces...

Où en est-on d'un point de vue strictement médical ?

Les études de genre ont-elles enfin touché la faculté, comme dans nombre d'autres pays où on enseigne les inégalités de genre dans la santé ? Que dalle. En France, cet enseignement est optionnel, à la fantaisie des facultés de médecine, et il reste rare. Si les essais cliniques sont de plus en plus mixtes, deux catégories regimbent à intégrer les particularités de sexe : la recherche contre le cancer et celle sur l'insuffisance cardiaque. C'est ballot, car ces deux pôles sont ceux qui ouvrent le plus grand la porte à la Faucheuse.

En ce qui concerne les maladies cardiovasculaires, on sait que la moitié des femmes ont des infarctus « atypiques » : vive douleur entre les omoplates, troubles digestifs, nausées, bouffées de chaleur, fatigue intense. C'est émotionnel tout ça. Si bien que ces maladies, l'infarctus particulièrement, sont la première cause de mort chez les femmes, alors qu'elles figurent en deuxième place chez les hommes.

SANTÉ DES FEMMES

AU

TRAVAIL :



DES

PROGRÈS

DANS

LA RÉGRESSION

Ce qui n'empêche pas la Société européenne de cardiologie de conseiller, dans ses dernières recommandations aux médecins, de ne pas proposer les mêmes examens ni les mêmes traitements aux femmes. Pari tenu, une femme a toujours deux fois moins de chance de survivre à un infarctus qu'un homme.

Mais comment se fait-il que nous ayons ces problèmes alors que nous n'avons pas, tout de même, les mêmes charges que les hommes, ces charges professionnelles qui finissent par leur péter le cœur ? Outre que nous en avons notre dose, de charge, mentale ou pas, nous nous contraceptions pas mal à la pilule, qui a ses petits effets sur le long terme. De plus, quand nous arrêtons la pilule, il nous arrive d'avoir des enfants. Comme le fait àprement remarquer une cardiologue, une femme enceinte mouline dix litres de sang par minute, c'est un peu comme un marathon, nuit et jour, qui durerait neuf mois. Par ailleurs notre corps fourmille de récepteurs d'œstrogènes. À la ménopause, la chute des œstrogènes favorise la prise de poids, surtout abdominale, la rigidité des artères et les plaques de cholestérol. Mais ça, il semblerait que seules les cardiologues de sexe féminin s'en avisent et tiennent compte des spécificités physiologiques de leurs patientes.

Du reste, les biais de genre affectent aussi les hommes, dont on diagnostique rarement ou tardivement les ostéoporoses, bien qu'ils y soient aussi sujets que les femmes. Il semble que leurs dépressions soient aussi sous-diagnostiquées, car elles se manifestent différemment de celles des femmes : au lieu d'être effondrés ou tristes, ils s'engagent

dans des conduites à risques, tombent dans une ou l'autre addiction, deviennent violents. C'est dire si la société gagnerait à étudier les symptômes de la dépression chez l'homme et à la soigner, car si elle est reconnue comme une maladie grave chez les femmes, on fait comme si elle n'existait pas chez eux. La dépression, c'est comme l'hystérie, les hommes aussi.

La santé, dans nos pays, passe par l'hôpital. Les femmes y sont particulièrement inféodées à deux titres : d'abord, elles représentent 80 % des personnels de soin. Ce qui ne veut pas dire qu'elles sont aux manettes ni même respectées : selon le collectif Donner des ELLES à la santé, elles restent très minoritaires dans les postes décisionnaires. Et selon un baromètre Ipsos, publié il y a un peu plus d'un an, 85 % des médecins femmes se sont senties discriminées et 80 % ont été la cible de comportements sexistes. Les carabins, quand ils ne harcèlent pas leurs consœurs, se tiennent par les couilles et répugnent à coopter des gonzesses qui briseraient cette belle harmonie dans la camaraderie virile.

Ensuite, elles s'occupent aussi de la santé de toute la famille (sauf de la leur, cela aussi est bien renseigné). Le système de soin, dans la mesure où elles ont charge d'âmes, impacte beaucoup plus leur vie que celle des hommes.

Las, malgré la crise du Covid, l'hôpital continue à marche forcée son démantèlement. Selon le collectif Hypocrate, qui tient un blog sur Médiapart, depuis les élections de 2022 et malgré les belles promesses électorales (rengaine séculaire), il n'y a pas eu l'ombre de la moitié de l'ébauche d'un changement de cap : une meute excédentaire de bureaucrates ignorants des plus élémentaires réalités médicales traque sans merci les économies possibles et impossibles, mais souhaitables. Dans cette tribune, l'urgentiste Géraud Kierzek est cité :

Autre exemple frappant d'un chef de service de chirurgie à qui un des multiples sous-directeurs, fraîchement moulu de l'EHESP [École des hautes études en santé publique] après un parcours sûrement brillant à Sciences Po, a demandé de choisir entre les petites, les moyennes et les grandes pinces pour ouvrir un thorax ! Des économies s'imposaient et une seule taille allait être choisie au marché public, sans tenir compte de la nécessité technique et anatomique d'avoir trois tailles !

Aux urgences saturées, on compte les morts inattendues. La mort d'une patiente sur un brancard avait sidéré la France entière il y a cinq ans, c'est aujourd'hui une routine d'ailleurs sous-estimée : tous les départements ne donnent pas leurs chiffres. Complément d'enquête signale 43 décès en deux mois aux urgences de 22 départements... Mais la France compte une centaine de départements si on englobe l'outre-mer. Par ailleurs, la mortalité infantile a tendance à monter depuis une dizaine d'années, ce qui laisse supposer que des trous s'ouvrent dans la raquette de la prise en charge reproductive des femmes.

Non, tant qu'on restera dans cette optique de « New Public Management », il y a peu de chances que la santé des femmes soit mieux prise en charge, car il est de notoriété publique que les premiers à être largués à la mer en cas de crise sont les plus vulnérables socialement, ce que sont globalement les femmes.

L. B.

Les maladies professionnelles

Les tableaux de maladies professionnelles ont été pensés par et pour les hommes, et concernent des secteurs majoritairement masculins, tels que les BTP ou le transport routier. On fait, sur ces maladies, des études épidémiologiques, on les quantifie, on développe des politiques de prévention au sein des secteurs concernés.

NUL, JUSQU'À RÉCEMMENT, ne s'est posé la question de l'exposition à des risques spécifiques dans les métiers du soin et du *care*, les métiers du nettoyage ou de la grande distribution, majoritairement féminins. Les femmes, de façon globale et en raison de cette dissymétrie, sont trois fois moins orientées en maladie professionnelle.

Pourtant, si on regarde par exemple le secteur du nettoyage, l'exposition chimique explique environ 60% des atteintes de santé. Les femmes de ménage sont exposées à des produits cancérigènes variés, avec des effets de synergie. Il suffirait, pour nettoyer n'importe quelle surface, de détergents sans danger, comme le savon noir, le bicarbonate de soude et le vinaigre blanc, mais ce ne sont pas les produits dont elles se servent. Elles touchent et inhalent des molécules dont certaines sont des toxiques avérés, pratiquement toujours en milieu confiné. Il n'est pas rare que celles qui travaillent à domicile utilisent des produits interdits.

L'opacité de ce genre de secteur dilue la responsabilité à l'extrême, et il s'agit aux deux tiers de femmes, à 40% d'immigrées, qui ne sont pas en position de force et souvent trop isolées pour défendre leurs conditions de travail. Or, dans ce genre d'emploi, du point de vue de l'usure physique, un plein-temps, c'est 28 heures. La plupart ont de surcroît un temps aliéné important, allant d'un endroit à un autre, avec des moments de coupure, le temps de travail effectif ne représentant que 60% du temps aliéné dans ces journées qu'on dit « poreuses ».

Certaines tâches les mettent en danger de façon extrême. Par exemple, dans encore beaucoup d'écoles, d'hôpitaux et de bâtiments publics qui ne sont pas de toute première fraîcheur, les sols sont faits en dalami (dalle-amiante). Les femmes de ménage nettoient ces surfaces depuis des décennies avec des monobrosses, qui décollent, soulèvent et envoient dans l'air les microscopiques fibres d'amiante, qu'elles inhalent.

Lors d'une audition au Sénat sur ces sujets, une chercheuse s'emportait en disant que ces brosses devraient être interdites, et que les femmes qui travaillent sur ces surfaces devraient avoir le matériel et l'équipement des chantiers de désamiantage. Mais il n'existe aucune forme de prophylaxie pour ces métiers du nettoyage, qui sont parmi les plus dangereux, et les femmes ignorent totalement les risques qu'elles courent. Sur une recherche, qui étudie en hôpital les parcours professionnels de personnes atteintes de cancers, dans 80% des cas on trouve une poly-exposition à des substances cancérigènes. La chercheuse parle de véritable épidémie de cancers.

Cette réalité accablante touche des formes de travail sous-traitées à l'extrême

On se souvient des grèves répétées et souvent victorieuses des femmes de chambre des hôtels Ibis ou d'autres chaînes. Ces femmes voulaient avant tout être internalisées et bénéficier de la protection statutaire de l'entreprise dans laquelle elles travaillaient. Plus un boulot est précaire et dévalué, plus il expose aux accidents de travail et aux maladies professionnelles. Dans le cas des femmes de ménage, techniciennes de surface et autres femmes de chambre, l'isolement et le fait que le donneur d'ordre n'est pas celui qui vous emploie empêchent le plus souvent, sans parler de progrès, une simple évaluation des conditions de travail. Alors pour la prévention...

Il en est de même à l'hôpital, milieu extrêmement féminisé (70% des médecins, 90% des aides soignantes et femmes de ménage), où les différences de statut entre le haut du panier – les médecins – et le fond – les femmes de ménage et les aides-soignantes – offrent un tableau saisissant des dissymétries à l'œuvre dans la société. Comme on peut s'y attendre, les « petites mains » sont plus malades que les infirmières, qui sont plus malades que les médecins. Tous les indicateurs soulignent l'ambiance lourdement misogyne des hôpitaux, un milieu majoritairement féminin pourtant, où le harcèlement, la maltraitance et les agressions sont coutumières, et pas seulement venant des patients. Ce qui n'est pas pour améliorer les conditions de travail.

Certaines expositions dangereuses sont reconnues, comme celles des services de radiologie. En revanche, le risque avéré de développer des cancers pour les femmes, qui manipulent à longueur de journée et des années durant, des produits cytotoxiques dans les services de chimiothérapie est totalement négligé jusqu'à aujourd'hui. Seuls figurent les risques pour l'embryon *intra utero* pour les femmes enceintes, à qui on enjoint de prendre des précau-



tions. Mais les poisons cancérigènes qu'elles inhalent et manipulent tous les jours, en mettant en place les perfusions, déballant les sachets, etc., ne sont pas retenus comme un risque en soi. Les personnels qui s'occupent du linge et des équipements des malades sous traitement ne sont pas du tout mis en garde non plus.

S'ajoute à ces carences statutaires, une politique de liquidation par cachexie¹ de l'hôpital public que le Covid a à peine ralenti. Maintes unités sont en effondrement.

La dégradation continue et inexorable des conditions de travail éprouve les soignantes et augmente leur souffrance psychique: dépressions, *burn-out*, pensées suicidaires allant jusqu'à la tentative de suicide. Une infirmière a deux fois plus de probabilité de se suicider que la moyenne des femmes. Un quart des personnels de soin a déjà pensé au suicide.

Sommeil

Par ailleurs, les « dettes de sommeil », dues au travail de nuit important dans ce secteur, aux horaires décalés, au surmenage, etc., entraînent sur le long terme de multiples problèmes de santé tels qu'obésité, diabète, hypertension et une prévalence du cancer du sein de 26 % supérieure à la moyenne.

Les horaires de nuit sont désastreux pour la santé. Mais quand l'homme travaille de nuit, toute la famille s'adapte à ce rythme particulier pour lui rendre la vie moins dure. Quand une femme travaille de nuit, c'est souvent afin de libérer du temps en journée pour s'occuper des enfants et de la maisonnée, alourdissant ainsi sa dette de sommeil. Les femmes souffrent ainsi davantage par le biais des traditions genrées qui impactent leur rapport au travail.

On commence à se pencher sur la question des maladies professionnelles des femmes, mais pas aussi vite que leurs conditions de travail se dégradent.

L. B.

1. La cachexie est un affaiblissement profond de l'organisme (perte de poids, fatigue, atrophie musculaire, etc.) lié à une dénutrition très importante. La cachexie n'est pas une maladie en elle-même, mais le symptôme d'une autre (Wikipedia).

Qui va garder les enfants ?

*Il est mufle, il est vrai,
mais aux hommes infatués la bêtise n'attend pas le nombre des années.*

Cécile Duflot

Les femmes dans la représentation politique : on est bien loin du compte !

Les stéréotypes ont la vie dure : aux hommes, le pouvoir ; aux femmes, la vie familiale. Comme les chiffres le prouvent, la place des femmes aux postes de responsabilité dans le monde politique progresse très lentement. Sur le site unwomen.org on peut lire qu'en janvier 2023, il n'y avait que 34 femmes dans le monde chefs d'État ou de gouvernement et, qu'à ce rythme, il faudrait cent trente ans pour atteindre la parité, on est bien loin du compte !

De même il n'y a que 13 pays dans lesquels les femmes occupent 50 % des postes de ministres et souvent dans des domaines pour lesquels elles sont censées être plus compétentes : la famille, la petite enfance, la protection sociale. Entre 1995 et 2023, la progression a été minime : aujourd'hui, 26,5 % des parlementaires sont des femmes, contre 11 % en 1995.

En France, les femmes détiennent le droit de vote depuis le 21 avril 1944, mais la sous-représentation des femmes existe toujours en dépit des textes votés par le parlement destinés à favoriser la parité ; le principal étant la loi du 6 juin 2000 visant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et aux fonctions électives. L'application de ce principe de parité, s'il s'est traduit par une augmentation de la représentation des femmes, reste insuffisante et conditionnée par la nature du scrutin, des sanctions financières moins contraignantes permettant souvent de contourner la règle. Ainsi aux législatives de 2022, on a constaté un recul de la parité : 215 femmes élues contre 224 en 2017 et 362 hommes élus en 2022.

Mais qui va garder les enfants ?

Le milieu politique est la chasse gardée des hommes, les femmes n'y peuvent être que des intruses et leur punition ce sont les remarques et ricanements sexistes. Entre rire jaune et exaspération, en voici un florilège :

■ En 1981, Margaret Thatcher congédie le ministre Christophe Soames qui commente : « J'ai eu l'impression d'être renvoyé par ma femme de ménage. »

■ En 1981 également, Édith Cresson, ministre de l'Agriculture, est accueillie à la FNSEA par la banderole « Édith on t'espère meilleure au lit qu'au ministère ». Quand elle est nommée Première ministre : « Regardez le parcours de M^{me} de Pompadour, regardez le parcours d'Édith Cresson, il y a un parallélisme certain. » (un député UDF)

■ « C'est bien la parité en politique, mais c'est bruyant. » (Nicolas Sarkozy)

■ « J'ai tenté de promouvoir des femmes au maximum bien que les dossiers soient très techniques. » (Stéphane Le Foll)

Les femmes y répondent le plus souvent par l'humour, comme Cécile Duflot, sifflée pour avoir porté une robe à fleurs au parlement, que nous citons plus haut, mais aussi Julia Mouzon, membre du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCE) et présidente d'Elues locales – réseau d'élues défendant la parité –, qui critique une véritable culture du dénigrement des femmes et de la féminité dans le monde politique. Les femmes « y sont considérées comme des intruses, sujettes à des disqualifications et incivilités, notamment sous forme d'interruption, objets de comportements paternalistes et confrontées aux violences sexistes et sexuelles ».

En 2013, une députée verte, visée par des cris de poule ; en 2017, une députée interrompue par des bêlements de chèvre, d'autres traitées de petites connes.

Si les attaques sexistes contre elles sont aujourd'hui très médiatisées, relayées par des blogs ou des associations féministes, et suscitent la réprobation, la légitimité des femmes politiques est attaquée de manière plus sournoise, elles se plaignent d'être invisibilisées, leurs collègues masculins oubliant de les convoquer aux réunions, se gardant les meilleures places aux élections ou dans les commissions en les assignant à des tâches considérées comme féminines, la famille, la petite enfance, la protection sociale...

De Laurence Rossignol, sénatrice, sur le site du JDD en 2018 :

Ce que nous subissons, nous, les femmes politiques, ne relève pas de la loi. C'est cette petite musique lancinante et récurrente, des propos sexistes et humiliants, ce faux paternalisme misogyne qui vise en réalité à nous faire douter de nous et à nous disqualifier. Quand un sénateur m'a lancé un jour « mais c'est qui, cette nana ? », alors que je défendais un texte, son but était clairement de me déstabiliser. Les femmes savent aujourd'hui qu'elles ne sont ni coupables ni illégitimes.

A. N.

Anne Bonny: la liberté avant tout

Cet album d'Alessandro Ranghiasi et Matteo Mastragostino nous plonge au XVIII^e siècle, en pleine ère de la piraterie, et nous raconte la vie mouvementée d'une ces pirates, Anne Bonny, sous un œil féministe.

L NOUS DÉCRIT UNE FEMME qui place la liberté avant toutes choses. Née en Irlande entre 1697 et 1705; fille d'une servante et d'un riche avocat, qui l'aiment plus que tout. Elle est obligée de s'habiller en garçon dès son plus jeune âge pour ne pas éveiller les soupçons sur son origine, ce qui lui permet de goûter aux privilèges des hommes et d'avoir de la haine pour sa condition de femme.

Pendant son adolescence, sa famille et elle migrent vers les colonies britanniques pour entamer une nouvelle vie. C'est sur le bateau qui les y amène, qu'elle prend conscience pour la première fois de son désir de liberté.

Cette jeune femme pour qui on espérait, tout au plus, un bon mariage, était éprise de liberté. Après un événement tragique, elle se lancera à l'aventure et finira par devenir pirate en faisant de mauvaises rencontres sur la route, mais aussi de bonnes.

Elle sera bien sûr tentée plusieurs fois de tomber amoureuse, s'installer et avoir une vie de famille tranquille. Toujours à la recherche de liberté et d'aventures, elle lutte contre tous ceux qui voudraient l'attacher à quoi que ce soit; elle va être trahie par des personnes en qui elle faisait confiance, elle ne monnaie jamais ses choix et renoncera à la maternité.

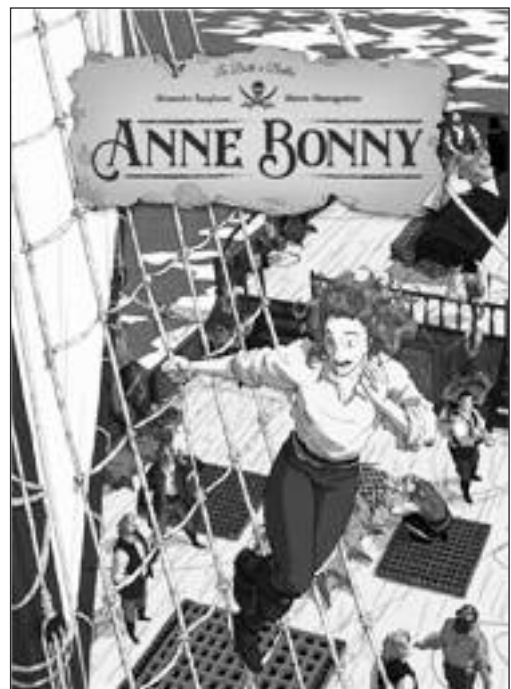
L'histoire est très bien écrite, fluide et bien rythmée; à chaque fin de page, on a envie de connaître la suite. On peut cependant lui reprocher d'être trop courte. Le récit respecte bien les faits historiques et, grâce aux passages flous de la vie d'Anne Bonny, les auteurs peuvent se permettre des interprétations de celle-ci.

Malheureusement il n'approfondit pas assez les faits d'armes d'Anne Bonny; il aurait pu être plus grandiloquent, plus épique et montrer ce qu'une femme libre et déterminée est capable de faire, car Anne Bonny n'a pas à rougir en face des autres grands noms de la piraterie.

Quant au graphisme d'Alessandro Ranghiasi, on aime ou on n'aime pas. Son trait est fin et vif, un peu brouillon, par moments, concernant les personnages, mais très minutieux et précis dans les décors, les costumes et les expressions faciales.

Je conseille cet album à toutes les personnes intéressées par l'histoire d'Anne Bonny, il peut donner envie de la découvrir plus en détail, ainsi que la piraterie. Et, surtout, inciter les jeunes filles (mais pas que) à toujours chercher la liberté.

- *Deviens une femme libre et, quand tu seras grande, tu pourras faire ce que tu veux.*
- *Même pirate ?*
- *Bien sûr.*



Simon Colombeau

Alessandro Ranghiasi et Matteo Mastragostino, *Anne Bonny*, La Boîte à bulles, 2023.

Droits et non-droits à l'avortement

Les droits des femmes dépendent évidemment des lois en cours dans les pays où elles habitent, mais aussi de leur capacité à résister, se rassembler et mettre en place des mouvements d'entraide et de pression sur les autorités officielles ou officieuses.

ON LE SAIT, nul droit n'a jamais été acquis sans une solide dynamique de revendications. C'est pourquoi il est bien sûr important de noter les régressions ou les évolutions en cours dans les législations nationales et internationales, mais aussi de mesurer le degré d'implication des femmes pour défendre et réclamer des droits dans les différents pays.

L'existence de réseaux clandestins d'avortement, dans les pays où la législation est répressive, change tout de même la donne pour les femmes qui y ont recours. Analyser les situations du point de vue des résistances, quels que soient les droits dont il est question, est plus roboratif que lister simplement les reculs ou les inerties législatives. Si on veut bien admettre qu'une société ne se résume certes pas à son gouvernement, on aura une idée plus réaliste de la condition des minorités dans les différents pays. Et on constatera aussi, hélas, qu'un droit théoriquement acquis n'est pas toujours garanti, tandis que des droits non acquis peuvent, de fait, dans certaines conditions, être exercés. Gouvernements et sociétés entretiennent des rapports de négociation réciproque, de pressions et de contre-pressions.

Dans d'autres pays disposant de vrais gouvernements et non de montages fantômes laissant toute latitude aux chefs de guerre, la société civile s'adresse à de solides interlocuteurs qui, cependant, jouent la montre. C'est le cas au Maroc, où l'indignation populaire a récemment pesé sur un procès pour viol. Une gamine de 11 ans avait été violée

de façon répétée par trois hommes, subissant en outre une grossesse non désirée. En première instance, ils avaient écopé respectivement de deux ans ferme et de dix-huit mois ferme. La réaction populaire faisant trembler les murs des tribunaux, ils sont repassés en procès, écopant cette fois de vingt ans pour le père de l'enfant de la petite, trahi par son ADN, et de dix ans pour ses comparses. Un procès similaire attend son deuxième round, celui d'un entraîneur sportif et de cinq hommes ayant violé une adolescente de 15 ans, provoquant là aussi une grossesse non désirée. La sanction, en décembre dernier – un an ferme pour tout le monde – avait révulsé la famille, ainsi que la société civile. Il est à noter que, dans les deux cas, les fillettes se sont retrouvées avec des bébés non désirés, l'un étant âgé de 8 mois lors du procès, l'autre, celui de la plus jeune, d'1 an et demi, ce qui pose la question cruciale du droit à l'avortement, pourtant théoriquement autorisé en cas de viol, d'inceste ou de risque pour la santé de la mère.

La mort de Meriem, 15 ans, des suites d'un avortement clandestin en fin d'année dernière, avait aussi soulevé le pays, remettant au premier plan la question de l'avortement. Celui-ci est toujours interdit, sauf dans certains cas précis au Maroc, provoquant les morts sans nombre des femmes qui ont recours aux faiseuses d'ange, tandis qu'un réseau de gynécologues pratique clandestinement des avortements chirurgicaux bien insuffisants pour faire face aux besoins. Plusieurs associations se battent pour le droit à l'avortement, dont l'emblématique Association marocaine de lutte contre l'avortement clandestin (AMLAC). L'écrivaine Karima Echarki, autrice de *453, l'avortement, le combat d'une vie*, et le gynécologue obstétricien Chafik Chraïbi, membre de l'AMLAC, sur l'expérience duquel elle s'est appuyée pour écrire son livre, étaient ce mois-ci invités du *book club* Le Matin, rendez-vous littéraire et culturel bimensuel, en marge du Salon international de l'édition et du livre 2023 à Rabat.

Le mouvement Haya, coalition de plusieurs associations féministes, fondé après l'annonce de la réforme prochaine de la Moudawana, code de la famille et du code pénal, investit de son côté l'espace public pour peser sur les modifications attendues. Le discours du roi aura lieu le 30 juillet, et les mouvements islamiques conservateurs freinent les évolutions des quatre fers. Mais il semble que la société civile en ait assez de cette chape de plomb qui pèse sur le pays. Les temps changent, les peuples aussi, qui aspirent à plus de liberté. De fait, les viols et les féminicides jugés de façon indolente par les tribunaux ne passent plus, et les mortes des avortements clandestins non plus. Récemment, une journaliste franco-marocaine, Camélia Echchihab, a créé « Féminicides, feminicides. Maroc¹ », où elle recense les meurtres jour après





jour, et donne des nouvelles des actualités féministes. Elle est actuellement suivie par plus de 2 300 followers.

En Iran, les exécutions se succèdent à un rythme alarmant, témoignant de l'empressement de Khamenei à reprendre la barre après la tempête Mahsa Amini. Cependant il n'y a pas qu'en Iran que les Iranien·nes sont invité·es à la fermer : la manifestation du 1^{er} juillet, organisée par le Conseil national de la résistance iranienne (CNRI) à Paris, et qui devait rassembler des dizaines de milliers de personnes, a été interdite par les autorités françaises pour « risques de troubles à l'ordre public ». Et risques de troubles aux relations de notre président avec Raïssi ?

Cette décision a soulevé l'indignation générale, dont celle de 300 de nos députés, et déclenché des recours contre son application. Il est vrai qu'en septembre dernier, en pleine insurrection civile des Iraniennes, et une dizaine de jours

après la mort de Mahsa Amini, la police française n'avait pas hésité à brutaliser et gazer les milliers de personnes qui manifestaient contre la répression du régime des mollahs, les empêchant d'atteindre l'ambassade d'Iran. Au même moment, Macron serrait affectueusement la louche à Ebrahim Raïssi, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU à New York, où il avait été question, entre autres choses, d'une relance du programme nucléaire iranien. L'atome brille comme de l'or, et aujourd'hui la France aurait encore quelques prisonniers à négocier. Quant au nucléaire, tout le monde s'inquiète que le régime des mollahs soit désormais en mesure de fabriquer la bombe, au vu de sa dépendance problématique à la Russie en guerre, et on voudrait que les oppositions des sociétés civiles respectives la mettent en veilleuse pour laisser les grands négocier entre adultes. Que valent quelques hystériques cheveux aux vents ? On parle de choses sérieuses, guerres, pognon, atome, grand jeu.

En mai, Niloufar Hamedî et Elaheh Mohammadi, les deux jeunes journalistes qui avaient rapporté la mort de Mahsa Amini, ont été enfermées dans un tribunal révolutionnaire à Téhéran. Leur procès est en cours et se tient à huis clos. Elles

nient avoir voulu attenter à la sûreté nationale en incitant le peuple à la révolte. Même leurs parents ne peuvent pas les approcher ou les joindre. En dépit du soutien des journalistes de toutes les nationalités, elles encourrent la peine de mort.

Le pouvoir ne cesse de se durcir envers les droits des femmes. En ce qui concerne l'avortement, autorisé en cas de danger pour la mère ou de malformation du fœtus, il suffisait que trois médecins s'accordent sur la nécessité d'un avortement pour qu'il ait lieu. Ce laxisme scandaleux ne pouvait perdurer : depuis novembre 2021, les avortements sont décidés par un juge et deux professionnels de santé, tandis que les contraceptifs sont interdits. Cette mesure a évidemment fait grimper en flèche le nombre d'avortements illégaux, estimé entre 270 000 et 540 000 par an, avec les suites dramatiques qui en découlent.





Le droit à l'avortement peine à être assuré même dans les pays qui le garantissent. De fait, ni l'Europe ni les gouvernements nationaux ne sont en mesure de garantir ce droit : Malte et Andorre l'interdisent absolument, tandis que la Pologne, le Liechtenstein et Monaco l'entravent considérablement. Le raidissement identitaire et la montée des extrêmes droites ne sont pas pour rassurer. Il suffit d'un changement de gouvernement pour interdire ou limiter drastiquement ce droit que seule la mobilisation populaire protège. Une simple clause de conscience, quand elle est brandie par 70 % des médecins, comme en Italie, suffit à le compromettre. On a vu ainsi les Polonaises manifester récemment par milliers à Varsovie après la mort horrible de Dorota Lalik : son fœtus de vingt semaines, malgré la perte des eaux, vivait encore et les médecins ont refusé de déclencher une fausse couche tant qu'il n'était pas mort et bien mort. Le décès du fœtus a été acté le 24 mai à 5 h 20, et l'ablation de l'utérus autorisée seulement deux heures après. Dorota est morte à 9 h 39 d'une septicémie.

Des manifestations similaires ont eu lieu dans une cinquantaine de villes ou de villages de toute la Pologne, pour rappeler le sort identique d'Agnieszka, Justyna, Izabela, Anna, Marta. Aujourd'hui, quoique la société reste très conservatrice, plus de 83 % des Polonais-es se disent favorables à une libéralisation de l'avortement. Il fallait donc tâter de la catastrophe pour se rendre compte de son ampleur ?

Sauf dans quelques pays ou zones de guerre, où une démenche masculiniste tient le haut du pavé – celle des chefs de guerre, celle des narcos ou des extrémistes religieux –, c'est bien la société civile, femmes en tête, qui fait avancer le schmilblick – ou l'empêche de reculer. Les droits dits reproductifs, contraception, avortement, planning familial, santé sexuelle, ne sont jamais garantis aux femmes, il est bon de ne pas l'oublier. Exemple aux États-Unis, où la Cour suprême, emportée par les républicains, a annulé l'arrêt *Roe vs. Wade*, qui assurait aux citoyennes le droit à l'avortement sur l'ensemble du territoire, ce qui a déclenché une annulation en série de ce droit dans une vingtaine d'États. Les républicains projettent d'interdire l'avortement au niveau fédéral, ce qui est particulièrement inquiétant. Si Biden promet de protéger ce droit, les démocrates, au vu des équilibres politiques, n'ont pas forcément les moyens de le faire.

L. B.

1. <<https://www.instagram.com/feminicides.maroc/>>.



CASSE-RÔLES

(RÉ)ABONNEMENT

Je m'abonne ou me réabonne à partir du numéro

Prix libre euros*

Frais postaux (1 euro par n°, soit)..... 4,00 euros

TOTAL euros

*Pour info, le prix de revient (approximatif, puisque les numéros ont un nombre de pages variable) tourne autour de 20-25 euros par an.

Dans le prix de l'abonnement, sont compris les éventuels hors-séries.

NOM PRÉNOM

ADRESSE

TÉL. COURRIEL DATE

Libellez le chèque à l'ordre de : **Association Les amies et amis de Casse-rôles**

Adressez-le à **Christine Rebate, 2, lieu-dit La Brière, 72260 Courgains**

Contact casse-roles23@proton.me

<<http://casse-roles.revolublog.com/>>

Compte ouvert au Crédit agricole Centre-Ouest. IBAN : FR76 1950 6000 1128 1207 4100 666 BIC AGRIFRPP895

Dans la société « marchande », tout produit doit engendrer des bénéfices, au nom de la rentabilité. À ce titre, le prix à payer pour un produit est le même pour tout le monde, que l'on soit avec ou sans ressources, au RSA ou député, c'est-à-dire volé ou voleur assermenté... Et selon ses moyens, on n'aura pas la possibilité d'acquiescer le même bien, mais celui d'une qualité inférieure, défraîchie, en somme spécial pauvre.

Parce que l'on paye un produit selon ses moyens, celui-ci devient accessible à tout le monde, désargenté ou plus fortuné : c'est l'égalité. Il y en a qui ne pourront rien

donner, ou peu, mais d'autres compenseront en donnant beaucoup plus : c'est la solidarité. Quant à la fraternité et à la sororité, celles-ci s'installent spontanément dès lors que le profit, la rentabilité et l'inégalité ont cessé d'être les moteurs des rapports humains.

Le prix libre peut se pratiquer dans tous les domaines, par tous les temps, et sans modération. Il s'inscrit dans la lutte anticapitaliste qui nous anime. À ce jour, ni Carrefour, ni Leclerc, ni les marchands d'armes, ni les marchands de soupe de la politique, ni l'OMC n'ont adopté le prix libre ! Sinon, ça se saurait...

Machisme grammatical

C'est quand même bien fait le français :

Un gars, c'est un jeune homme; une garce, c'est une pute.

Un courtisan, c'est un proche du roi; une courtisane, c'est une pute.

Un masseur, c'est un kiné; une masseuse, c'est une pute.

Un coureur, c'est un joggeur; une coureuse, c'est une pute.

Un rouleur, c'est un cycliste; une roulure, c'est une pute.

Un professionnel, c'est un sportif de haut niveau; une professionnelle, c'est une pute.

Un homme sans moralité, c'est un politicien; une femme sans moralité, c'est une pute.

Un entraîneur, c'est un homme qui entraîne une équipe sportive; une entraîneuse, c'est une pute.

Un homme à femmes, c'est un séducteur; une femme à hommes, c'est une pute.

Un homme public, c'est un homme connu; une femme publique, c'est une pute.

Un homme facile, c'est un homme agréable à vivre; une femme facile, c'est une pute.

Un homme qui fait le trottoir, c'est un paveur; une femme qui fait le trottoir, c'est une pute.

Un péripatéticien, c'est un élève d'Aristote; une péripatéticienne, c'est une pute.

Non, le français au féminin, vraiment, c'est pas compliqué...

Envoyé par Geneviève

MUSÉE INGRES BOURDELLE
de Montauban;
salle « Ingres vu par les modernes ».
Il y avait cette œuvre et bien d'autres...
la visite, ça valait tout son pesant
de cacahuètes!
Juillet 2023

« Est-ce que les femmes doivent être nues
pour entrer au Metropolitan Muséum ? »



Avortement: exiger le max pour profiter d'un peu ?

En France, il y a eu pénurie de pilules abortives, mais le médicament n'a pas été mis dans la liste des médicaments dont il faut relocaliser la production pour contrôler les stocks.

TOUJOURS EN FRANCE, le délai a été allongé de deux semaines, mais beaucoup de soignants invoquent la clause de conscience spécifique pour ne pas faire.

L'inscription dans la Constitution a fait l'objet de 1 000 discours, et aucun acte.

En Grande-Bretagne, une femme a été condamnée à vingt-huit mois de prison dont quatorze mois ferme pour avoir avorté après le délai légal. Quand la peine moyenne pour des délits violents est dix-huit mois...

En Pologne, des femmes meurent faute d'interruption médicale de grossesse, même si celle-ci est légale, certains médecins étant plus réacs que le gouvernement réac. Une militante a été condamnée à huit mois de travaux d'intérêt général pour avoir aidé des femmes.

Il faut obtenir partout le droit constitutionnel à l'avortement, libre, gratuit, sans limite de délais. Pour avoir des chances d'avorter sans souci, malgré la mauvaise volonté et le manque de moyens.

C. B.

Féminicides d'hier et d'aujourd'hui

L'heure est aux bilans, dit-on, pour poser des jalons sur le long, très long chemin des changements de fond. Une actualité qui a déjà quelques mois remet sous les projecteurs le féminicide des femmes autochtones au Canada. Ce qui nous rappelle que, si le mot existe depuis longtemps de façon marginale, il a pris une ampleur mondiale pour définir dans un premier temps des génocides de femmes.

À L'ÉPOQUE, les années 1990, il s'agissait de mettre un mot sur les meurtres systématiques et d'une atrocité monstrueuse de jeunes femmes et filles à Ciudad Juarez, dans l'État de Chihuahua, au Mexique. Le terme a aussi été employé pour les meurtres de femmes autochtones au Canada, d'une ampleur effrayante, et aussi pour définir les grandes chasses aux sorcières des XVI^e et XVII^e siècles. Plus tard et jusqu'à maintenant, il s'est étendu à ces manifestations systémiques et plus diffuses de la domination masculine et de la haine sexuelle que sont les meurtres de femmes par leur partenaire.

Au Canada, ça continue...

L'indignation et le découragement des autochtones au Canada ont atteint un point culminant avec la comparution, en décembre de l'année dernière, de Jeremy Skibicki, trentenaire accusé de quatre meurtres de femmes des premières nations. Il faut ici souligner qu'aujourd'hui encore, le féminicide des Amérindiennes continue, malgré un rapport extrêmement précis paru en 2019, concluant à un génocide sur les femmes autochtones et listant 231 directives pour mettre fin à la violence contre les femmes, les filles et les personnes bispirituelles (troisième genre) autochtones. Le terme de génocide a bien sûr suscité une véritable levée de boucliers, quoiqu'il puisse être utilisé dans ce contexte si on considère que le génocide se définit par la destruction collective d'une catégorie de population.

Quatre ans après l'émotion suscitée par ce rapport, seules deux de ces directives ont été mises en œuvre, déplore la sénatrice innue-québécoise, Michèle Audette.

Quand on fouille un peu cette affaire, on s'aperçoit que Jeremy Skibicki, bien qu'ayant reçu une ordonnance d'interdiction d'entrer en contact avec son ex-femme depuis 2019, a été blanchi d'une accusation d'agression sur celle-ci

en 2021. La victime présentait un syndrome commotionnel qui lui occasionnait des problèmes de mémoire, après avoir reçu de lui un coup de canne sur la tête, sans préjudice d'un coup de poing, après qu'il l'eût poursuivie avec un couteau. Pas fiable. Sa mère, qui a été témoin de tout ceci, a compté pour du beurre dans cette décision de justice. Il va sans dire que l'accusation d'avoir violé l'ordonnance d'interdiction a été classée sans suite dans une comparution séparée, mais simultanée.

Quelques mois plus tard, Jeremy Skibicki décidait de réserver ses coups de sang aux femmes autochtones. Selon Cora Morgan, protectrice des familles autochtones auprès des chefs du Manitoba, il était connu du personnel de plusieurs refuges pour rencontrer les femmes qui venaient y prendre leurs repas. Les trois victimes connues fréquentaient ces refuges, et particulièrement N'Dinawemak, un espace d'accueil ouvert 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. De la quatrième, que ses restes n'ont pas permis d'identifier, nous ne savons rien, mais il est permis de supposer qu'elle se trouvait elle aussi en état de grande vulnérabilité. Un témoin assure avoir vu plusieurs sans-abri chez Skibicki, qui lui aurait confié en avoir hébergé une trentaine au fil des ans. Beaucoup de femmes autochtones en situation d'extrême précarité, de prostitution et de toxicomanie, disparaissent tous les ans sans que la police s'en inquiète. Au Canada, un tiers des féminicides sont commis sur des femmes autochtones, alors que la population des premières nations ne représente que 5 % des Canadiens.

Autre cerise sur le gâteau que la justice canadienne semble prendre avec des pincettes, Skibicki ne faisait pas mystère sur les réseaux de ses opinions antisémites, misogynes et suprémacistes. L'enquête sur les Murdered and Missing Indigenous Women and Girls (MMIWG) souligne qu'un génocide fondé sur la race continue, qui cible particulièrement les femmes, les filles et les membres de la communauté LGBTQI+.

Ce n'est pas quelque chose qui a eu lieu. C'est quelque chose qui continue à avoir lieu. Et tant que nous n'apportons pas de modifications politiques et légales systémiques, cela continuera à avoir lieu.

Skibicki se présente sur les réseaux comme membre du groupe Holy Europe (Europe Sacrée), une petite faction d'extrême droite d'un « écosystème fasciste plus large », selon le chercheur antifasciste et ancien professeur de criminologie Helmut-Harry Loewen. Mais la justice ne semble pas voir le moindre rapport entre ces meurtres sordides de femmes autochtones en grande précarité et les opinions des membres de Holy Europe, qui préconisent une rechristianisation de l'Europe et de ses colonies, vont plaidant la pureté raciale (ne pas diluer le précieux sang européen) et vouent aux gémonies le multiculturalisme, la

mixité et l'immigration. Le juge ne voit pas comment rentrer ces données dans le logiciel. Qu'un meurtre ou une série de meurtres puissent avoir pour motif une haine ciblée, cela ne s'est jamais vu, voyons. C'est pas comme si le Code pénal canadien considérait comme circonstance aggravante la preuve que le crime ait été commis en raison d'un biais, d'un préjugé ou d'une haine fondée sur la race, l'origine, la langue, la couleur, la religion, le sexe, l'âge, etc. (article 718.2, a, i du Code criminel). Mais pourquoi diable ne pas arriver à voir ce qui crève les yeux ? À moins de souffrir soi-même de biais, de préjugés ou de haine, on ne comprend pas.

Pour les femmes autochtones, c'est un cruel rappel du passé. Depuis le rapport d'Amnesty International « Canada. On a volé la vie de nos sœurs. Discrimination et violence contre les femmes autochtones », paru en 2004, beaucoup de faits révélés et renseignés jusqu'à la nausée, mais peu de chemin parcouru.

L'affaire Skibicki, malheureusement, fait écho à l'affaire Robert Pickton, accusé de 26 homicides en 2002, finalement condamné pour 6, et qui se vante d'en avoir commis 49. Des femmes, des prostituées, des toxicomanes, souvent amérindiennes, les conditions de vie dégradées et les traumatismes séculaires des membres des premières nations expliquant leur surreprésentation dans les franges les plus précaires et les plus vulnérables de la société. Mais ce qui est particulièrement terrible, c'est qu'une femme qui s'est âprement défendue contre Pickton en 1997, lui occasionnant autant de blessures à l'arme blanche qu'elle en recevait, et qui a témoigné, a finalement été considérée comme peu fiable par la justice. Parce qu'elle souffrait d'une addiction à la drogue – et bien qu'on ait dû la recoudre en divers endroits et qu'on l'ait retrouvée menottée à un bras, on n'a pas retenu son témoignage. Le tueur en série a ainsi été relevé des

accusations de tentative de meurtre, agression armée et séquestration. Même si un soignant de l'hôpital, où il était recousu en même temps que sa victime, a trouvé dans sa poche la clé des menottes que celle-ci portait, et alors ? On ne peut pas croire les femmes. Surtout si elles sont un peu putains, un peu droguées, un peu indiennes.

Ce classement sans suite a permis à Pickton de continuer à tuer pendant cinq ans. Entre 1978 et 2001, au moins 65 femmes ont disparu dans le quartier Downtown Eastside de Vancouver, réputé pour la misère qui y sévit, avec de hauts taux d'itinérance, de consommation de drogue en plein air et de prostitution. Le paradis pour un prédateur raciste et misogyne : un nombre hallucinant de fois, la police a refusé d'enquêter. Les femmes étaient parties plus loin, ces vagabondes. Malgré les veilles et les investigations des prostituées, ainsi que leurs précautions pour sortir en groupe et veiller les unes sur les autres, ces disparitions ne se sont jamais arrêtées. Que vaut le témoignage d'une putain qui dit qu'une amie a disparu soudainement ?

En 2012, une enquête du gouvernement provincial a conclu à une série de manquements policiers, d'enquêtes ineptes dues aux préjugés envers les prostituées et les autochtones conduisant à une « tragédie épique ». Ce qui fait une belle jambe aux mortes.

Depuis les années 1980, les rapports s'entassent, rythmant les meurtres. Pour comparer l'ampleur de ce féminicide au sens de génocide de femmes, si, proportionnellement, autant de Françaises que d'autochtones canadiennes avaient été tuées, nous pleurerions 50 000 mortes. Il n'est pas d'autochtone qui n'ait une sœur, une connaissance, une vague cousine, une collègue, une voisine ou une amie manquant à l'appel. Ces meurtres continuent de se produire parce qu'ils ne sont, de fait, ni relevés ni sanctionnés.





À Thunder Bay, dans l'Ontario, la police s'est fait remonter les bretelles après un rapport d'enquête mandaté par la Province (« Une confiance trahie », rien de moins) qui pointe son racisme systémique et lui enjoint de rouvrir fissa les dossiers classés un peu vite de 14 meurtres d'autochtones (en treize ans). Les leaders de ceux-ci, pour leur part, demandent le démantèlement pur et simple de cette unité de police. Il est douteux qu'ils obtiennent justice.

Et Ciudad Juarez ?

La situation s'est-elle améliorée dans cette ville, qui est une des plus violentes du monde ? Une autoroute de la drogue aux mains des cartels et un fantôme ultralibéral avec ses *maquiladoras*, ou *sweatshops*, où une main-d'œuvre misérable et majoritairement féminine vient se faire exploiter jusqu'à l'os pour produire des pièces détachées qui suivront le même chemin que la came, empruntant le pont qui relie Ciudad Juarez à El Paso, au Texas, en enjambant une frontière qui n'est là que pour écorcher vif le populo.

Il suffit d'ouvrir une page de recherche pour tomber sur des offres de service alléchantes en toutes les langues, voulez-vous développer votre entreprise ? Chez Misère, vous trouverez de la main-d'œuvre à prix cassé, travaillant jusqu'à 75 heures par semaine sans rechigner, principalement féminine, et qui a toujours loisir, si cet esclavage ne suffit pas à la nourrir, de faire ce qu'on appelait au XIX^e siècle son cinquième quart de la journée.

Dans les années 1990, une série de meurtres, perpétrés sur de jeunes femmes et filles âgées de 12 à 25 ans, mit le projecteur sur la ville de Ciudad Juarez. Les corps étaient retrouvés et parfois exhibés avec des traces de tortures et de viols, souvent mutilés. En dix ans, environ 350 cadavres ainsi traités furent découverts, manifestement pour répandre la terreur. Par ailleurs, plus de 500 femmes étaient officiellement portées disparues.

Comment les choses ont-elles évolué depuis ? Selon un article de Beatriz Guillén, paru le 31 janvier 2023 dans la version mexicaine d'*El País*, depuis que les registres sont tenus, plus de 2 400 femmes et filles ont été retrouvées assassinées et 300 sont toujours portées disparues dans cette ville qui compte 1 500 000 habitants.

L'article rapporte la dernière découverte macabre faite dans le quartier Hacienda de las Torres, un de ceux qui ont poussé de terre avec la brutale expansion de Ciudad Juarez.

Habitats précaires et haut taux de marginalité ne suffisaient pas, une bande de narcos semble y avoir pris ses quartiers, qui terrorisent la ville depuis quelque temps. L'évasion en décembre d'El Teno, un des parrains, a fait 18 morts et relâché une trentaine de prisonniers dans la nature.

Trois jeunes femmes, âgées de 17, 20 et 27 ans, ont été retrouvées décapitées, les mains et les pieds ligotés, dans un logement abandonné depuis plusieurs mois. Dans un pays où une dizaine de femmes sont tuées tous les jours, dans une ville devenue synonyme de féminicide (on parle ainsi de la « juarification » du Mexique, de toute l'Amérique latine), leur disparition n'avait pas été signalée.

Que fait la police ?

Voilà une question pertinente

Sous Calderón, en 2008, une opération militaro-policière de guerre aux narcos a fait monter le nombre de meurtres de femmes dans la ville à 305, record historique. Selon un rapport de la commission nationale des droits humains, l'opération militaire a discrètement facilité les disparitions, les féminicides et la traite. La guerre est une grande famille qui se lâche toujours sur les mêmes. Traiter la violence machiste par la violence machiste, est-ce une si bonne idée ?

Comme le fait remarquer la sociologue Catalina Castillo, envoyer des tanks dans une ville en état de désolation où manquent les services sociaux les plus élémentaires, ce n'est pas la bonne méthode. Des armes plutôt que des unités de soin, des programmes de développement, de la culture, de l'éducation ? Absurde !

Que fait la police au Mexique ? En 2020, à Cancún, dans l'État du Quintana Roo, elle tirait à balles réelles sur les manifestantes qui avaient le culot de dénoncer les féminicides. Deux journalistes blessées, et deux femmes assez gonflées pour se plaindre d'agressions sexuelles de la part des policiers, chapeau bas.

À Ciudad Juarez, les meurtres réguliers et spectaculaires par leur atrocité sont considérés comme relevant de l'intimidation réitérée face aux rivaux sur le marché des trafics de drogue et d'êtres humains. Ce ne sont pas directement les femmes qui sont visées, tant leur vie n'a pas la moindre importance, mais leurs proches, leur famille, la société dont elles font partie. Il faut entretenir la terreur pour contrôler les lieux.

Le capitalisme sauvage, le crime organisé, les guerres civiles développent toujours un agenda masculiniste où les femmes servent de butin et de moyen de pression. La forme la plus extrême du patriarcat est un état de guerre, larvée ou non, de dictature et de terreur. Seule la force y a raison, qui ne cesse de démontrer son droit par des débordements de férocité spectaculaires, surtout à l'encontre des femmes.

L. B.

POLICE DICTATORIALE
VIOLANT
LES DROITS DE L'HOMME

POLICE DÉMOCRATIQUE
PROTÉGEANT DE TOUTE VIOLATION
LES FRONTIÈRES DES PAYS OÙ S'EXERCENT
LES DROITS DE L'HOMME



Un stage d'écriture ?

Le collectif de *Casse-rôles* propose un stage d'écriture, pour celles et ceux qui pensent ne pas savoir écrire, mais qui en ont envie, et qui s'intéressent aux questions féministes et d'oppression dans toutes leurs dimensions.

– J'aimerais bien écrire, j'ai des idées, mais je ne sais pas...

– Ah, mais faut essayer, faut pas avoir peur !

– Il y a un journal qui me plaît bien, tu connais ? *Casse-rôles* ? Un journal féministe.

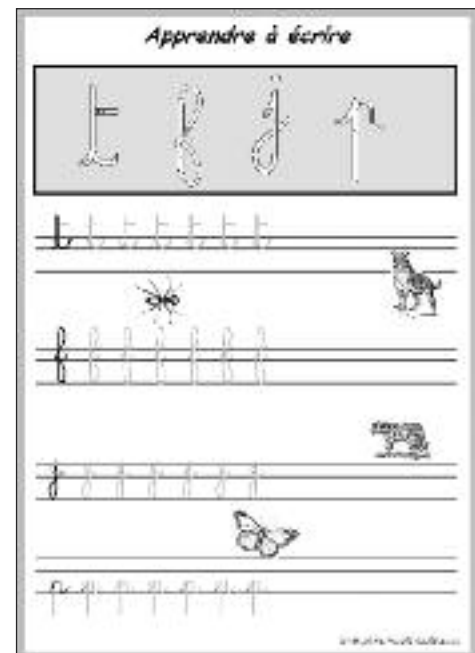
– Oui, c'est un journal ouvert, genre « collaboratif », tu sais ; il y a un collectif qui s'occupe du journal, mais le journal publie aussi des articles de personnes qui ne sont pas dans le collectif. Tu pourrais essayer, faut oser !

EH BIEN, le collectif de *Casse-rôles* propose justement un stage d'écriture, pour celles et ceux qui pensent ne pas savoir écrire, mais qui en ont envie, et qui s'intéressent aux questions féministes et d'oppression dans toutes leurs dimensions.

Si cela vous tente, tout en apprenant de nouvelles choses sur le monde, nous proposons un stage d'écriture et de publication, comprenant tous les éléments nécessaires à la production d'un journal, mais, en plus, dans un cadre de rêve, près d'un lac, au bord d'une forêt et la possibilité de venir en famille, avec vos compagnons ou compagnes, enfants, ados, qui pourront, pendant le temps du stage, faire toutes sortes d'activités, et nous retrouver le soir pour de grandes tablées de discussions et des soirées sympas.

Dans l'équipe de *Casse-rôles*, il y a des gens qui savent maquetter, d'autres qui savent écrire et corriger, compter les signes et harmoniser avec les photos ; bref, on apprend plein de choses ensemble et, en plus, à la fin, un véritable journal féministe et libertaire est publié, avec des débats, des réflexions, une activité intellectuelle qui permet de collaborer avec des outils efficaces.

Si vous êtes intéressé-es, il faudra vous inscrire avant fin octobre, verser des arrhes avant fin décembre. Nous pourrions donner des précisions au niveau financier, dans le prochain numéro de *Casse-rôles*, qui sort le 1^{er} novembre prochain.



Le stage aurait lieu pendant les vacances de l'été prochain au bord du lac de Vassivière sur le plateau de Millevaches.

Baignades et randonnées, équitation et accrobranche vont convaincre compagnons et compagnes, enfants et ados que c'est une bonne idée de venir en famille. Chaise longue et lecture, paddle et canoë, eau de source au robinet et air pur gratuit...

L'équipe de *Casse-rôles* sera ravie d'avoir de nouvelles plumes : articles de fond, brèves, comptes rendus de bouquins, etc. ; alors, n'hésitez pas !

CASSE-RÔLES

Renseignements, pré-inscriptions :
casse-rôles23@proton.me



Un pas en avant

**À propos d'*Au commencement était*,
de David Graeber et David Wengrow**

L'INÉGALITÉ, la domination et l'assujettissement auraient un caractère inéluctable. Voilà ce qu'on nous raconte depuis deux cents ans. Jusqu'au néolithique, l'humanité aurait vécu en petits groupes égalitaires d'hommes, de femmes et d'enfants, subsistant de chasse, de pêche et de cueillette. Jusqu'au jour où, ayant découvert l'agriculture et l'élevage, elles et ils se seraient sédentarisés, les conditions de vie se seraient améliorées et la population aurait augmenté beaucoup plus rapidement. Avec la sédentarisation seraient apparus le droit de propriété et les conflits qu'il entraîne. Avec l'augmentation de la population, une civilisation urbaine serait née. Avec le développement des villes, la nécessité absolue d'un gouvernement centralisé aurait vu le jour.

Dans *Au Commencement était*, l'anthropologue américain David Graeber et l'archéologue anglais David Wengrow remettent en cause les trois points fondamentaux de ce récit qui légitime les structures d'oppression contemporaines, et ils nous racontent d'autres histoires. Des histoires, par exemple, de Wendats, peuple premier d'Amérique du Nord, chez qui même les chefs politiques ne pouvaient forcer quiconque à faire quelque chose contre sa volonté, pour

L'imagination au pouvoir

qui monopoliser la parole et priver ses interlocuteurs des moyens de développer leurs idées était aussi grave que d'acquiescer des ressources vitales, et où non seulement les femmes dirigeaient des « maisons longues », abritant cinq ou six familles, mais étaient aussi organisées en comités détenant un droit de veto sur toutes les décisions prises par leurs homologues masculins. Des histoires qui font rêver, et qui n'arrangent pas du tout les classes dominantes.

Notre espèce, tout d'abord, n'a en réalité pas continuellement passé la plus grande partie des 40 000 dernières années en petits groupes merveilleusement égalitaires. Les vestiges de constructions monumentales, « maisons de mammoths » de Moldavie d'il y a entre 25 000 et 12 000 ans, dont la structure comprend jusqu'à 60 paires de défenses de mammoth laineux, ou temples de pierre aux piliers gravés d'il y a environ 11 000 ans, comme celui de Göbekli Tepe en Turquie, attestent de grands rassemblements, et les riches tombeaux du site russe de Sungir, vieux de 25 000 ans, comme celui de « La dame de Saint Germain la rivière » ou du « Prince » de la côté ligurienne contredisent l'idée d'égalité.

D'autre part, l'agriculture ne constitue pas un seuil irréversible de notre évolution. Dans certaines régions, comme le nord de la Syrie, la culture des céréales sauvages a commencé 10 000 ans au moins avant notre ère. Et ce n'est que

Un pas en arrière

Qui a peur de Dothea Pterson Viehmann ?

Il était une fois un conte, *Le Loup et les sept chevreux*. Au cas où vous ne vous en souviendriez pas ou ne l'auriez jamais lu ni entendu raconter, je vais vous le résumer. Dans le cas contraire, vous pouvez passer le paragraphe suivant.

C'EST L'HISTOIRE D'UNE CHÈVRE et de ses sept chevrettes et chevreux qui vivent à la lisière de la forêt. Le loup rôde dans le coin. Alors avant d'aller chercher de quoi manger pour elle et ses petits, la chèvre réunit chevrettes et chevreux et les met en garde contre le fameux glouton qui sait se déguiser. Les enfants promettent de se méfier et la mère



s'en va, rassurée. Le loup ne tarde pas à arriver. Il réussit à tromper chevreux et chevrettes, et les avale tous et toutes, à l'exception du plus jeune, qui s'était glissé au bas de l'horloge. Quand la chèvre revient, il s'extirpe de sa cachette et raconte à sa mère ce qui vient de se passer. Elle ressort et trouve le loup qui dort sous un arbre, son ventre énorme agité de soubresauts. Elle envoie le petit dernier lui chercher des ciseaux, une aiguille et du fil, ouvre la panse du loup, libère sa progéniture, la remplace par des cailloux et recoud le loup qui, à son réveil cherche à boire et tombe au fond d'un puits.

Et il était une autre fois, une adaptation de ce conte qui s'appelait *Fillettes et gros alligator*. Ça se passe en Louisiane, les sept chevreux et chevrettes sont remplacés par trois petites filles qui vivent dans une maison au bord des maré-

3 000 ans plus tard que le processus de domestication des plantes y a été totalement achevé, phase à part entière de l'histoire de l'humanité au cours de laquelle des populations de cueilleurs ont pratiqué l'agriculture par intermittence, sans jamais devenir esclaves de leurs plantes ni de leurs troupeaux. Dans d'autres régions, en Europe par exemple, les dernières découvertes archéologiques, comme celles qui concernent le site de Stonehenge, en Angleterre, démontrent que certaines populations ont carrément tourné le dos à l'agriculture ou que leurs tentatives ont échoué et même parfois conduit à un effondrement démographique.

Les premières grandes villes de Mésopotamie ou de la vallée de l'Indus, enfin, ont souvent été organisées selon des schémas fermement égalitaires et dotées de conseils municipaux détenant une réelle autonomie par rapport à un pouvoir central. Dotées d'infrastructures civiques sophistiquées, elles prospérèrent pendant un demi-millénaire sans laisser trace derrière elles de monuments ou de sépultures royales, sans armée permanente ni aucun autre moyen de coercition de grande échelle, ni non plus de contrôle bureaucratique sur la vie de la plupart de leurs habitants.

Plutôt qu'une trajectoire linéaire, les histoires que raconte *Au commencement était* montre que pendant des millénaires les êtres humains, bien plus doués que nous ne le sommes maintenant pour imaginer des alternatives, ont continuellement monté et démonté des structures hiérarchiques, butinant entre différentes formes d'organisation sociale, selon les saisons ou en adoptant parfois certaines pour de plus longues périodes, bâtissant des monuments qu'ils ne cessaient d'abandonner, se soumettant temporairement aux ordres donnés par d'autres pour mieux s'en libérer. Graeber et Wengrow déconstruisent ce qui nous a été raconté, ce puissant mythe moderne parmi d'autres qui

dicte ce qui peut être dit, décrète ce qui doit être tu, et bloque notre imagination.

Il y a pour Graeber et Wengrow trois formes de liberté sociale qui peuvent être concrètement mises en pratique : la liberté de partir s'installer ailleurs, celle d'ignorer les ordres donnés par d'autres ou d'y désobéir et, enfin, celle de façonner des réalités sociales nouvelles et radicalement différentes, ou d'alterner entre les unes et les autres. Passeport, visa, police des frontières, carte de séjour, murs érigés entre pays riches et pays pauvres, naufrages en Méditerranée, la liberté de partir s'installer ailleurs n'est pas aujourd'hui si facilement mise en pratique. Militant·es blessé·es, tué·es, violé·es, torturé·es, contester n'est pas non plus si facile. Comment l'humanité en est-elle arrivée là ? En perdant la liberté d'inventer et de concrétiser d'autres modes d'existence sociale, répondent Graeber et Wengrow, en renonçant aux rêves d'émancipation, c'est-à-dire d'une société où personne ne peut transformer ses droits de propriété en un moyen d'assujettissement d'autrui, ou sa richesse en pouvoir, et où personne ne doit s'entendre dire que sa vie et ses besoins ne comptent pas, en oubliant de remettre en cause les normes, symboles, rituels et récits qui donnent aux différentes dominations l'apparence de la légitimité.

Nous avons commencé, concluent-ils, à questionner les postulats sur lesquels se basait l'histoire mondiale, nous y voyons plus clair parce que nous savons maintenant que nous sommes face à des mythes. Il est temps de retrouver la liberté d'inventer des réalités sociales différentes de celles qui nous sont imposées.

David Graeber et David Wengrow, *Au commencement était*, traduction Élise Roy, Les Liens qui Libèrent, 2021.

cages, la chèvre par un papa et une maman, le loup par un alligator. Malgré les consignes qu'ont serinées les parents avant leur départ au travail, la plus jeune des filles sort de la maison. Le reptile carnivore l'avale. La mère rentre, elle se lamente. Pleure. Oh mon bébé chéri. Le père rentre à son tour. Il prend un couteau, fonce droit sur l'alligator, lui ouvre le ventre, en sort sa benjamine. La mère la prend dans ses bras, la câline et l'embrasse. Oh mon bébé chéri.

Le loup et les sept chevreux fait partie de l'anthologie publiée en 1812 par Jacob et Wilhelm Grimm, *Contes de l'enfance et du foyer*, histoires glanées dans les rayons des bibliothèques et auprès de conteurs et conteuses, mais surtout de conteuses, transmetteuses de tradition orale. Et en particulier de Dorothea Pierson Viehmann, dont le père tenait une auberge populaire dans les environs de Kassel et qui partagea avec Jacob et Wilhelm les histoires que lui racontaient leurs hôtes de passage.

Les noms des conteuses ont quasiment disparu, les frères Grimm sont bien connus, et pour des contes qu'ils n'ont fait que compiler – quand beaucoup croient qu'ils les ont écrits –, mais qui a jamais entendu parler de Dorothea Pierson Viehmann ? Et voici que maintenant, dans un monde où il

y a tant de familles monoparentales dont le monoparent est une monoparente qui assure la survie de ses enfants, non seulement la chèvre mère est remplacée par un papa et une maman, mais en plus les mères ne savent que prévenir, se lamenter et câliner, gnan gnan gnan, tandis que les pères, taïaut-haut-taïaut, tuent l'ennemi et sauvent leurs enfants.

Morale de l'histoire, rien n'est jamais acquis, ce n'est jamais gagné, quelques avancées, et pof, de sacrés reculs, nous ne devons pas baisser la garde.

De toute évidence les stéréotypes genrés de ce livre « pour enfants » n'ont pas fait bondir, comme ils m'ont fait bondir, la femme qui, en 2007, a signé cette adaptation, ou la bibliothécaire qui, en 2023, garde cet ouvrage dans ses rayons. Le papier imprimé n'est qu'une technologie comme une autre, tout dépend de ce qu'on en fait. Si c'est pour transmettre une image d'homme vaillant tueur de l'ennemi et de femme pleurnicheuse, alors ce n'est vraiment pas la peine de gâcher encre et papier.

Marie-Hélène Dumas

Réfléchir ensemble

Deux nouveaux livres féministes

C'EST L'ÉPOPÉE des « Penn sardin », ces ouvrières d'usine à poissons de Douarnenez en 1924. On entend souvent leur chant résonner dans les manifs féministes « Écoutez le bruit de leurs sabots... » Leur solidarité, leur force ont permis à ces femmes de gagner une grève dure, une grève de misère, dont les grévistes payent le prix chaque soir devant leur assiette vide.

Mais elles vont gagner, avec le soutien d'une mairie communiste, mais aussi l'émotion de la France entière qui suit la grève relatée par les journalistes, comme Pierre Besnard, et un beau récit écrit par Lucie Colliard, féministe et journaliste de l'époque.

Anne Crignon, aussi, est journaliste, et fait un travail historique précis pour raconter cette histoire, dans un style léger et agréable à lire.

Le livre dégage une force enthousiasmante, qui fait du bien avec l'arrivée des casseroles...



Anne Crignon,
Une belle grève de femmes,
Libertalia, 2023.

LUDIVINE BANTIGNY EST HISTORIENNE, elle a déjà publié plusieurs ouvrages très intéressants sur Mai 68, sur la Commune de Paris, sur le capitalisme.

Déjà, qu'une femme puisse publier et être lue sur ces sujets est désormais un progrès, dans un monde où la « politique », lorsqu'il ne s'agit ni de l'enfance, ni des œuvres sociales, ni de la famille, est restée un monde de pensée des hommes.

Mais là, l'audace est majeure, reprendre le titre de l'œuvre célèbre de Lénine, l'ouvrage de base du marxisme sur la question de la construction du Parti.

Sous-titré *Stratégie d'hier et d'aujourd'hui pour une vraie démocratie*, ce petit livre se lit avec facilité, alternant des chapitres explicatifs et des conclusions écrites en capitales grasses, comme des résumés de fin de chapitres dans un manuel scolaire.

Face aux contre-réformes qui détricotent chaque jour les conquêtes sociales du XX^e siècle,

Que faire énonce des questionnements décisifs, des perspectives enthousiasmantes, mais, hélas, ne répond pas vraiment à la question qu'il faudra se poser avant que notre planète renonce à la vie.

« Les jours s'égrènent et le temps presse », un gouvernement réformiste serait sans aucun doute un point d'appui, tant qu'il ne trahira pas, une assemblée de délégués désignés par secteur d'activité pourrait réorganiser la production loin des impératifs du capitalisme, mais avant de fédérer l'organisation actuelle de l'État et des délégations de démocratie directe, il y aura sans aucun doute des affrontements.

La violence, sans doute légitime pour faire advenir une société débarrassée de la violence du capitalisme, pourra-t-elle sortir ce monde de son destin de destruction ?

La question à la fin de l'ouvrage reste ouverte, mais cette ouverture est un rayon de lumière pour y réfléchir ensemble.

Véronique Decker



Ludvine Bantigny,
Que faire, 10/18,
collection Amorce, 2023.

Racisme et guerre

C'était la nuit. Notre père est descendu et s'est interposé entre sa fille et cet homme, il a été abattu. C'est pour défendre Catherine contre un viol que papa est mort.
Témoignage de la famille Tournellec à Plabennec, Finistère.



EN 1977, TRENTE ANS APRÈS LES FAITS, l'écrivain Louis Guilloux publie un récit sur un épisode peu glorieux et encore trop méconnu de la Libération en Bretagne : les procès de soldats américains à la Libération. L'écrivain est recruté en 1944 par l'armée américaine comme interprète et assiste à l'interrogatoire et aux procès en cour martiale des soldats accusés d'exactions contre la population civile : des meurtres et des viols de jeunes paysannes bretonnes. Il constate vite que, selon leur couleur de peau, les accusés ne sont pas traités de la même manière, les Blancs s'en sortent, mais les GI noirs sont condamnés et pendus publiquement pour que la population fasse le lien avec leur couleur...

Guilloux dévoile dans ce récit l'envers du décor, derrière le cliché des gentils libérateurs distribuant généreusement

cigarettes et chocolat, l'image moins séduisante de la violence de la guerre, des soldats qui violent et qui tuent, et du racisme impitoyable de l'armée américaine, reflet d'une société toujours ségrégationniste qui châtie différemment les soldats selon leur couleur de peau. Des dizaines d'accusés afro-américains vont être exécutés sur-le-champ, faisant naître en Bretagne et en Normandie un racisme qui n'était pas nécessairement présent.

– Et c'est ici que vous avez votre prison pour les hommes de couleur ?
– Oh, Louis qu'allez-vous imaginer ?, cette prison était pour tout le monde, s'il y avait là surtout des Noirs, c'est qu'ils l'avaient bien voulu.

Éric Vuillard a préfacé l'édition folio d'*OK, Joe* et s'exprime sur le site du journal *Ouest France* en revendiquant sa filiation entre ses livres et celui de Louis Guilloux : « Rééditer *OK, Joe* aujourd'hui résonne bien sûr avec le mouvement Black Lives Matter. Mais si la ségrégation, le racisme prennent partout des formes spécifiques, si le livre de Guilloux est bien le portrait de la société américaine à travers son armée, avant le mouvement des droits civiques, il n'en est pas moins vrai que l'asymétrie sociale et le racisme ont des structures plus vastes... Guilloux déclarait, dans un entretien à *L'Express* : "C'est la société qui institue des différences monstrueuses entre les personnes. Et ensuite elle se permet de châtier les uns et pas les autres." Ainsi la question lancinante dans *OK, Joe* : "Mais pourquoi toujours des Noirs ?" est malheureusement encore notre question. Et son livre nous demande d'y répondre. »

Louis Guilloux, *OK, Joe*, préface d'Éric Vuillard, Folio, 2022.

Racisme et guerre... suite

OK Joe, le documentaire

LE DOCUMENTAIRE, réalisé par Philippe Baron, prolonge le livre de Louis Guilloux en confrontant le récit de l'écrivain aux témoignages des survivants des événements. Il nous dévoile la part sombre de la Libération, quand les Américains arrivent le 6 août 1944 dans la campagne bretonne près de Morlaix : des jeunes filles vont être violées, les pères ou frères les défendant abattus. Devant le nombre important de crimes commis, les autorités bretonnes vont faire pression sur l'armée américaine pour que ces crimes soient jugés en cour martiale.

Louis Guilloux, qui parle anglais, va être recruté par l'armée américaine pour interviewer les témoins et va découvrir le racisme de l'armée américaine : sur 152 soldats américains traduits en justice, 139 sont noirs, alors qu'ils ne représentent que 10% du contingent américain. « Pourquoi rien que des Noirs ? », demande Guilloux. « Ce n'est pas de notre faute s'ils ne peuvent pas voir une fille sans chercher à la violer », lui répond le soldat américain.

Le réalisateur retrouve un des témoins d'une scène terrible survenue en 1944 : un soldat américain a suivi la jeune Bretonne qui, effrayée, se cache chez elle derrière la porte maintenue fermée par son père. Le soldat tire dans la porte et le père s'écroule devant sa famille, la moitié du crâne enlevée par une balle. Une historienne américaine, Mary Louise Roberts, explique comment le stéréotype de la femme française légère et facile a été utilisé par l'armée pour motiver les troupes.

Sexe, violence, alcool et ségrégation, c'est la part d'ombre de l'armée américaine dans laquelle ce film nous plonge, bien loin de l'image d'Épinal des héros sans peur et sans reproche.

A. N.

Philippe Baron, *OK, Joe*, diffusé le 12 juin sur LCP, visible sur France TV.

Aux côtés des élèves, avec elles et eux... et aux côtés des parents

Dernier sorti de la collection N'autre École, chez Libertalia, Entrer en pédagogie féministe est à la fois un abécédaire – les articles étant rangés par ordre alphabétique – et un dialogue entre deux militantes pédagogiques.



AUDREY CHENU, déjà autrice de l'ouvrage *Girlfight*, raconte son parcours jusqu'à devenir enseignante, et Véronique Decker, déjà autrice également, nous parle de son parcours d'enseignante et de directrice d'école dans le 93. Elles ont travaillé une dizaine d'années ensemble dans cette école.

Pas facile, dans une cité du 93, de mettre en place une réflexion féministe sur la pédagogie, mais elles ne sont pas seules.

Audrey est une militante féministe qui participe à la « mission égalité filles-garçons » dans l'Éducation nationale, Véronique vient d'une époque où il a fallu construire les droits élémentaires à la contraception, à l'avortement, à la possibilité d'aller boire un café avec trois copines dans un bar sans être importunée constamment.

Deux générations de féministes, 280 élèves et une belle équipe d'enseignant-es prêt-es à expérimenter différents dispositifs, capables d'échanger et d'avancer ensemble sur ces questions.

Car c'est une équipe enseignante qui milite « côté Freinet », avec courage et coopération. Ensemble, pas à pas, l'école va entrer et faire, tenter et réfléchir, pour donner plus de courage, avec une

conviction partagée : il ne suffit pas d'asséner des idées. Au contraire, cela peut être contre-productif.

Il faut être aux côtés des élèves, avec elles et eux. Il faut être aux côtés des parents, et avancer radicalement sur ces questions d'égalité, par l'action.

Alors Audrey va monter un atelier de « boîte éducative » dans l'école. Des « séances d'éducation affectives et sexuelles » vont être partagées par tous les CM1 et CM2 et elles vont parler des émotions, de la confiance, de la reproduction, mais aussi répondre aux questions que les enfants se posent, et que l'accès aux réseaux d'information leur pose.

L'abécédaire raconte tout ce qu'elles ont fait au cours de ces années partagées, rien d'extraordinaire, juste pour encourager chacun-e « entrer » dans cette problématique, non pas en donnant des leçons (Célestin Freinet le disait : « Plus de leçons »), mais par petites touches, en racontant, en décrivant, pour permettre aux enseignant-es de former la génération de demain à des pratiques d'égalité qui soient juste normales et vécues comme telles.

Beaucoup de petites attentions constantes. Beaucoup de réflexions partagées. Des actions dans la durée, portées par toute l'équipe et réfléchies avec l'intelligence de toutes et tous.

Beaucoup de démocratie avec les enfants, des réunions, des lieux de parole, des classes transplantées. Elles ont la conviction que l'éducation contre les dominations est au cœur de la construction de citoyens actifs, réactifs et créatifs, bref juste ce dont le XXI^e siècle aura le plus urgent besoin. ■

Toilettes, terre d'asile ?

Alors que les personnels de l'éducation ont souvent tendance à accorder un accès limité et contrôlé aux toilettes, voire à en chasser les élèves qui y resteraient « trop de temps » durant la récréation, quelques réflexions pour nous permettre un pas de côté et comprendre que, parfois, les toilettes sont un refuge, une mise à l'abri du corps.

Toilettes-refuge

Mes souvenirs de cour de récréation se résument à peu de chose près à un souvenir unique, répétitif, qui rythmait presque chacune de mes récrés de 1997 à 2000 : un, voire plusieurs garçons, qui me couraient après sous prétexte d'être amoureux, et moi qui fuyais jusque dans les toilettes des filles pour échapper à leurs baisers forcés. Ce qui ne les arrêta pas, puisqu'ils allaient parfois jusqu'à pousser la porte des toilettes en me faisant mal pour pouvoir poser leurs lèvres furtivement sur les miennes.

Un baiser volé, raté, forcé. Un baiser violé.

Puis ils ressortaient triomphants, mais en vitesse tout de même, de peur d'être vus par les maîtresses qui surveillaient la cour, car bien entendu, ils n'avaient pas le droit d'entrer dans les toilettes des filles.

Ces toilettes étaient notre seul refuge bien que précaires et perméables. Un refuge puant et exigu dont nous nous faisions régulièrement déloger par les enseignant-es qui nous y refusaient le droit d'asile. Un abri pour nos joues, nos lèvres, nos corps tout entiers.

Sortez de là vous serez bien mieux dehors !

C'est via ces récrés cadencées par une chasse à la femme que j'ai construit ma position de fille dans la société : être la proie de mâles en mal d'amour.

Je n'ai aucun souvenir d'avoir remis un jour, étant petite, ce positionnement quotidien de proie en question. Je ne crois pas être allée m'en plaindre auprès des adultes de l'école. C'était un fait, c'était admis. J'étais une fille, donc mon corps ne serait pas tranquille dans la cour de récré. Il fallait faire avec. Mon corps serait en mouvement perpétuel, sur ses gardes. D'autres filles prenaient le parti d'éviter ce danger en essayant plutôt d'être les plus discrètes possibles. De fuir le mouvement. D'être inertes. Le corps en pause. Celles-là mêmes qui occupaient la périphérie de la cour de récréation, les coins et les recoins après avoir été expulsées des toilettes. Ces petits endroits restaient les lieux les moins dangereux de la cour, ceux où elles risquaient le moins d'être bousculées et malmenées. À chacune sa stratégie de survie, les deux semblaient se valoir.

Des années après mes fuites vers les toilettes, terre d'asile, je suis devenue celle qui fait sortir les petites filles des toilettes. J'ai mis dehors des dizaines d'élèves en prétextant que ce n'était pas un lieu pour jouer/discuter/se réchauffer car nous ne pouvions pas les voir. Je les ai jetées dans la gueule du loup sans la moindre compassion. Sans aucune sororité envers la petite fille que j'avais été. J'ai balayé mes souvenirs de proie d'un coup de revers de manche et j'ai remis tout le monde dans la cour ou plutôt dans la jungle.

Dans la cour, les corps convoités des filles

Il m'a fallu sept années d'enseignement avant de me questionner réellement sur la place des filles dans la cour de récréation. Sept ans et des heures de service de cour à ne pas voir ce que j'avais vécu, ou plutôt à voir en minimisant l'impact que ces bousculades à répétition avaient sur ces jeunes filles et sur le corps. Sept années pour discuter du problème avec mes collègues. Pour apprendre que le jeu de la cour de récré des années 1980, dans l'école de ma collègue, c'était le « chat culotte » : les garçons couraient après les filles en jupe pour la leur soulever et voir leur culotte. Jeu tellement prégnant que certaines filles s'étaient donné le mot de quitter les jupes et les robes pour adopter exclusivement le pantalon. Il me semble évident qu'un jeu de « chat culotte » ne passe pas inaperçu pour les adultes qui surveillent une cour de récré.

J'ai regardé inlassablement des garçons courir derrière des filles sans broncher. Je ne sais pas quel a été l'élément déclencheur qui m'a sortie de ma léthargie et m'a poussée à remettre en question les lois de la cour de récré. Peut-être la réponse du garçon dont une jeune fille de CM1 se plaignait en pleurant, car il n'arrêta pas de la suivre : « Mais elle est belle ! » Le garçon suivait sa camarade depuis plusieurs récréations déjà sur le motif qu'il était attiré par son corps.

Enquête sur la cour

En décembre 2020, envahie de tous ces questionnements, j'ai décidé de mener avec ma classe de CE2 une enquête genrée à l'échelle de l'école sur la cour, en parallèle d'un travail sur les stéréotypes en production d'écrit mené avec une conseillère pédagogique.



<<https://www.youtube.com/watch?v=g9Cws1nzqL4>>

L'élève nous explique l'espace disponible dans la cour ; pour les filles, la partie où elle fait des traits ; le reste, c'est pour les garçons (terrain de foot et autre). Les films-cabanes Eleonor Gilbert, 2014.

Nous avons rédigé avec mes élèves un questionnaire à faire passer à toutes les classes, la nôtre comprise (à noter que, dans notre école, il n'y a que des CE2, des CM1 et des CM2). Un questionnaire simple, court et anonyme. Il s'agissait de savoir comment les élèves se sentaient dans la cour et ce qu'elles et ils voudraient y changer. À la question « Est-ce que tu te sens bien dans la cour? », les garçons ont répondu oui à 69 %, moyen à 26 % et non à 5 %. Les filles oui à 58 %, moyen à 39 % et non à 3 %. On note déjà que deux garçons sur trois se sentaient bien dans cette cour de récréation pour seulement un peu plus d'une fille sur deux. Ensuite, pour faire parler ces chiffres, les élèves ont été mis en petits groupes et ont dû catégoriser les réponses à la question « pourquoi? ».

Les problèmes de violence ressortaient chez les filles comme chez les garçons, mais étaient bien plus dominants chez les filles, qui se plaignaient d'être constamment bousculées. L'ennui revenait également, ainsi que le manque d'espace et le manque de jeux. Pour les garçons, la pluie était souvent citée, car elle empêchait de jouer au foot. Les propositions pour améliorer le climat de la cour étaient principalement axées autour du terrain de football chez les garçons : qu'il soit plus grand, qu'il y ait de vraies cages de foot, qu'on puisse jouer à chaque récré au foot. Alors que les filles réclamaient plus de jeux, un coin dessin, un accès libre au jardin, des zones définies dans la cour pour ne plus se faire bousculer. Certaines réclamaient même une récré non mixte. Mes élèves ont conclu que les filles se sentaient mal dans la cour, car elles ne s'y sentaient pas en sécurité, qu'elles s'y ennuyaient et qu'elles n'y trouvaient pas un espace accueillant, alors que les garçons s'y sentaient mal car ils ne pouvaient pas jouer au foot dans toute la cour à toutes les récrés et avec de vraies cages.

Nous avons également pris des photos de la cour de notre classe du troisième étage pendant les récrés, afin de les analyser ensuite. Nous les avons projetées au tableau et nous avons entouré les filles d'une couleur et les garçons d'une autre couleur. Mes élèves ont immédiatement noté que les filles, contrairement aux garçons, ne se déplaçaient pas

seules dans la cour, elles étaient groupées et se tenaient même par les bras pour la plupart. Elles faisaient corps, ensemble. Comme des bancs de poissons.

Réfléchir, proposer, tenter de faire bouger les lignes

Suite à ce travail, ma classe a proposé des solutions au conseil des maîtres et des maîtresses. Il était question d'organiser un coin de la cour qui serait « un coin calme ». Nous avons essayé de le mettre en place sans grand succès. Nous avons également ajouté des jeux de cour (cordes à sauter, élastiques, raquettes), mais l'usure rapide de ce matériel nous oblige à un perpétuel remplacement pour lequel nous n'avons pas forcément le budget.

Deux ans après, peu de choses ont changé dans cette cour de récré, bien que l'équipe enseignante soit sensible à ces questions de genre et de bien-être à l'école. Je note tout de même que de plus en plus de filles jouent au foot et au basket et j'en attribue le mérite au travail des enseignant-es, fait lors des conseils d'élèves, et à notre prévention quotidienne sur la mixité dans le sport.

Le seul réel refuge des filles reste la récréation calme (récré dans le préau à faire des jeux, de la lecture, du dessin), mais limitée à deux élèves par classe. Il y a également eu des marquages permanents faits sur le sol (marelle, escargot, etc.) qui semblent davantage être utilisés par les filles. Mais ces aménagements ne paraissent pas être la réponse la plus adéquate à la question du manque de sécurité ressentie par les filles, mais répondent plus à celle de l'ennui.

Peut-être que nous n'avons toujours pas su prendre le problème à bras-le-corps ? Peut-être que nous continuons de fermer les yeux ? De faire l'autruche face à ces petits bancs de poissons malmenés dans nos récrés. Pourtant il y a urgence à faire de nos cours de récréation un endroit sécurisant pour le corps des filles, un endroit où elles n'apprendront pas à se résigner dès l'enfance à devenir des proies.

Margaux Leconte, professeure des écoles

Prochain dossier

Bilan des luttes féministes. Suite et pas fin !



CASSE-RÔLES

Sommaire

Édito **2**

Migrations **3**

C'est pas l'homme qui prend la mer... / Israël, refus de porter les armes **4-5**

Genre et politique dans les espaces kurdes **6-7**

En Autriche, de belles carrières pour les chômeuses **8**

Les talibans à la CPI pour crime envers les femmes **9**

Nelly Trumel et les émissions féministes sur Radio libertaire **10-13**

Un cahier de vacances d'exercices féministes /

Le violentomètre **14**

L'argent de la guerre pour la paix / Nucléaire **15**

Grève chez Vertbaudet **16**

DOSSIER :

BILAN DES LUTTES FÉMINISTES 2017-2022

Sommaire **17**

Dossier **18-36**

Un stage d'écriture proposé par Casse-rôles **37**

Un pas en avant, l'imagination au pouvoir; un pas en arrière, qui a peur de Dothea Ptseron Viehmann ? **38-39**

Réfléchir ensemble: lectures / Aux côtés des élèves, avec elles et eux... et aux côtés des parents **40-41**

École: Toilettes, terre d'asile ? **42-43**

Bulletin d'abonnement **32**